



Bernard Capo-Chichi

Lettres du Bénin

Choix de textes publiés
par *aqueduc.info*, 2007-2011

SOMMAIRE

EAUX SACRÉES

Ces pluies qui libèrent les énergies
Les *tovudu* de Savalou, divinités des eaux
Zèkpon, source d'eau sacrée aux nombreuses vertus
« On ne joue pas avec l'eau »

L'EAU DU LAC

La jacinthe d'eau étouffe le lac Nokoué
Hetin-Sota, village lacustre sans eau potable

ACCÈS À L'EAU

Les Béninois ne sont pas tous égaux face au droit à l'eau
La corvée d'eau, une tâche sans fin
Postes d'eau autonomes privés : le pour et le contre
À Savalou, le Puits du Roi est aussi le Roi des puits
L'eau potable, telle que la voient des collégiens béninois
Un marché à risques : la vente d'eau en sachets plastiques
Quête d'eau dans les Collines béninoises
En saison sèche du côté de Kpataba
Ainsi passe le temps à Miniki...

ASSAINISSEMENT

« Et si on s'occupait enfin d'assainir les lieux publics ? »
L'assainissement : tâche ardue pour les collectivités locales

LES HOMMES DE L'EAU

Métier d'eau d'Afrique : maître des pluies
Puisatier, un métier de l'ombre et à risques

L'EAU. C'EST LA VIE

L'eau de fin d'année
Dites-le avec de l'eau



En guise de préface...

C'est l'eau qui nous a réunis, il y a une vingtaine d'années. En quête d'un sujet de reportage radio sur l'accès à l'eau en Afrique noire, je m'étais rallié à une proposition spontanée de Bernard Capo-Chichi. Et son premier geste, lors de notre première rencontre à Cotonou, avait été, comme c'est la coutume en signe de bienvenue, de me tendre un récipient d'eau et de m'apprendre une formule que je n'ai jamais oubliée : « sin wè gni gbè », l'eau c'est la vie, les seuls mots que je connaisse de la langue fon. Dès ce moment, nous ne nous sommes jamais perdus de vue et depuis que aqueduc.info est né, il n'a cessé de faire partager régulièrement ses convictions comme ses interrogations autour des problèmes d'accès à l'eau que connaissent les habitants de son pays et des défis que pose la protection de cette ressource essentielle à la vie. Grâce à lui - qu'il en soit vivement remercié - le site aqueduc.info répond un tant soit peu à cette ambition, à la mesure de ses modestes moyens, de servir aussi de passerelle entre des peuples et des cultures qui n'ont pas toujours la même vision de l'élément eau et de ses valeurs. Ce dossier, qui reprend bon nombre de textes et photos envoyés sous forme de « lettres du Bénin » par Bernard Capo-Chichi, est une façon toute amicale de lui redire combien le regard qu'il porte sur l'eau m'est précieux et nourrit le mien depuis que l'on se connaît.

Bernard Weissbrodt
éditeur du site www.aqueduc.info



Bernard Capo-Chichi, originaire de Savalou, dans le département béninois des Collines, ami de longue date de aqueduc.info, a longtemps travaillé à l'Institut de mathématiques et de sciences physiques de Porto-Novo dans le cadre du DESS-Qualité de l'eau (Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées). À la fois comme enseignant (physico-chimie de l'eau, cours et travaux pratiques) et conseiller pédagogique de formation. À ce titre, il a accompagné des étudiants dans la recherche et la formulation des problématiques de l'eau et organisé des sorties pédagogiques de terrain. Aujourd'hui à la retraite, et toujours amoureux de la culture de la tradition vaudoun, il continue de consacrer une bonne part de son temps à la sensibilisation aux défis de l'eau et de l'écologie.

Sauf exceptions annotées, toutes les photos sont de Bernard Capo-Chichi. Tous les textes ont été publiés sur le site aqueduc.info et sont disponibles dans la rubrique « [Lettre du Bénin](#) »

Ces pluies qui libèrent les énergies

Mai 2010

Je reviens de quelques jours passés dans ce que d'aucuns, pudiquement, appellent le Bénin profond. J'y ai partagé, un tant soit peu, le stress et l'angoisse des paysans scrutant l'arrivée des premières pluies. Cette année-ci, elles sont tombées avec trois semaines de retard.

C'est le grand soulagement. Et la fête, enfin. Place aux chants et aux danses. À Savalou comme ailleurs, la joie explose, les énergies se libèrent. Les semis vont pouvoir commencer et l'année devrait tenir ses promesses. *“On ne peut récolter que si l'on a semé”*, résume Mèdétón'wan, paysan depuis toujours. Pour lui, l'importance des premières pluies n'est plus à démontrer : *“si la pluie n'est pas au rendez-vous en avril, c'est une année de récoltes qui est compromise.”*

Les premières pluies ne laissent personne indifférent, hormis les fainéants. Salvatrices, génératrices d'emplois, libératrices d'énergie, elles rechargent les puits domestiques et les retenues d'eau, pour les gens et pour les bêtes. Dès le lendemain matin, le top départ est donné aux activités agricoles. De bonne heure, tout le monde s'en va aux champs. Pour semer maïs, coton, manioc, igname, haricots ou autres. Ou pour vendre ses bras. Trois à cinq jours de travail à haute intensité de main d'œuvre.

Le paysan n'arrête pas pour autant d'implorer la générosité du ciel qui sur lui fait tomber le salut ou le plonge dans l'angoisse. Car, après les semis, il lui faut espérer une alternance féconde des jours de précipitations et d'ensoleillement pour obtenir de bonnes récoltes. C'est qu'il n'a que ça pour vivre, le paysan, lui qui ne jouit ni de sécurité sociale ni d'aucun subside financier de la part de l'État. Lui, le laissé-pour-compte, tout simplement.

J'ai découvert une agriculture vulnérable, qui ne tient qu'à une goutte d'eau, elle-même liée à une pluviométrie capricieuse, aléatoire, incertaine. Qui a dit que l'eau est source de vie alors que cette agriculture-là ne nourrit plus son homme ni sa famille et que les campagnes se dépeuplent faute de pluies, engendrant précarité, pénurie et pauvreté ?

Dans cette région fort ensoleillée, on ne connaît chaque année que 50 à 75 jours de pluies, mal réparties dans le temps et l'espace. Elles arrivent très tôt ou très tard, ou alors commencent tôt avant de s'espacer largement ou de s'arrêter brutalement. Cette pluviométrie fantaisiste et déficitaire n'est guère favorable à des cultures qui ne supportent pas le stress hydrique et se font brûler par le soleil. *“L'année va être gâtée”*, disent les paysans sous tous les toits.

Ainsi donc, calendrier en main, chacun fait le décompte des jours de pluies et des jours sans. Les yeux au ciel, il recherche le moindre indice annonciateur de précipitations prochaines ou imminentes, observe la taille et la couleur des nuages, leur accumulation et leur défilement plus ou moins rapide, interprète parfois les mouvements de certains oiseaux migrateurs. Comment faire pour avoir de l'eau tout au long de la saison des cultures ? Il faudrait investir dans la petite irrigation là où c'est possible, dans la recherche scientifique pour comprendre le décalage des saisons et le déficit pluviométrique. Sur ce sujet, les paysans ont leur petite idée, avancent comme explications l'accroissement de la population et le non respect des lois de la nature, parlent de changement climatique et de cette nature *“qui est en train de changer”*.

L'homme, aussi, a sa part de responsabilités dans cette pluviométrie devenue insaisissable. Les cultures qu'il a choisi de faire et les techniques qu'il pratique pour nourrir des populations de plus en plus nombreuses sont gourmandes en eau et en soleil, réclament de grands espaces défrichés, de l'écobuage et des brûlis. Au bout du compte, elles obéissent d'abord à une logique mercantile : produire pour vendre, même si cela nuit à l'environnement.

Les *tovudu* de Savalou, divinités des eaux

Février 2011

Les divinités des eaux ou *tovudu* (en langue fon) appartiennent au panthéon de Savalou, ville du département béninois des Collines, considérée comme l'un des berceaux du culte vaudou en Afrique de l'Ouest. *Azaka*, *dan*, *tohosu*, *ninsuhwe*, pour ne citer qu'elles, sont les divinités des eaux. Elles ont leurs milieux de prédilection dans les eaux douces où elles sont supposées vivre. Leurs adeptes, les *Ninsi*, célèbrent leur culte au couvent Togbaji, dans le quartier Ahinnou.

Les divinités des eaux sont les gardiennes des zones humides et de leurs riches diversités biologiques. *Azaka* (photo ci-contre), patron tutélaire du couvent, est vénéré comme le chef suprême - *baba hunlèton* - de toutes les divinités du panthéon vaudou de Savalou. Sans doute parce que l'eau potable est source de vie, et que cette eau potable vient des eaux de surface.



Le crapaud, respectueusement appelé *tohè* (oiseau d'eau) sert d'emblème à leurs fidèles. Animal sacré, il symbolise la fécondité, l'abondance et la présence permanente de l'eau. Il ne doit faire l'objet d'aucune maltraitance, surtout pas en présence des adeptes des *tovudu* auprès de qui, le cas échéant, le contrevenant doit alors s'acquitter d'une forte amende.

Pour les écologistes des temps modernes, le crapaud est le bio-indicateur par excellence d'un environnement propre, diversifié et biologiquement équilibré. Il montre une grande capacité d'adaptation à son milieu. Les *tovudusi*, adeptes de ce culte, font dès lors figure d'éco-citoyens avant l'heure, affichant pour principe, entre autres, le strict respect de toute vie, animale, végétale ou humaine. Pour eux, offrir gratuitement de l'eau de boisson à quiconque en demande est un geste sacré et il n'est permis sous aucun prétexte de souiller les eaux destinées à la boisson.



Avlékété, l'une des divinités des eaux (la mer), est munie d'une pagaie

Ces principes, jadis bien observés par tous et grâce auxquels rivières, lacs et retenues d'eau sont maintenus propres, sont aujourd'hui bafoués : pression démographique, défrichement des terres et urbanisation anarchique entraînent le déboisement massif des flancs de collines et nombre de pollutions dues aux pratiques agricoles et urbaines perturbent l'environnement. Les impacts socio-économiques et culturels ne se sont pas faits attendre : le crapaud indicateur de qualité se sent de plus en plus mal dans sa peau et se fait rare dans le paysage ambiant, tandis qu'un peu partout s'installe progressivement la précarité, voire la pénurie de l'eau.



Laissez-moi vous présenter Hêbiosso, dieu du tonnerre, de la foudre et de la pluie, l'une des plus importantes divinités du panthéon vaudou de Savalou. Ce dieu du tonnerre et de la foudre est aussi celui qui tient le robinet de la pluviométrie et qui donc régule les rythmes agricoles. Mais pourra-t-il redonner espoir au paysan sans qui nul ne peut vivre ? Cette statue, réalisée récemment à la demande du roi local, annonce la proximité d'un "couvent" de prêtres vaudous principalement dédiés au culte de cette divinité.

L'accès à l'eau potable, reconnu depuis peu comme un droit humain - ce qui va bien dans le sens et la volonté des divinités des eaux et de leurs adeptes pour lesquels cette ressource n'est pas une denrée à vendre - devient de plus en plus problématique.

Une autre contribution des divinités des eaux et de leurs adeptes à la préservation et à la sauvegarde des eaux de surface et de leur qualité est plutôt d'ordre culturel et identitaire. Les descendants des adeptes des divinités des eaux, qu'ils soient de sexe masculin ou féminin, reçoivent en effet à leur naissance des prénoms qui sont de véritables condensés de messages pour la protection et la sauvegarde des eaux de surface en particulier. Exemple : *Tognon* signifie littéralement que les eaux de surface sont utiles et vitales.

Il faudrait décrypter tous les prénoms - *tohoué, tosa, tosu*, etc. - et on y trouverait sans doute des messages plus forts à faire passer dans l'opinion lors des journées mondiales de l'eau. Peut-être que les eaux de surface s'en porteraient mieux et, par ricochet, les hommes aussi !

Zèkpon, source d'eau sacrée aux nombreuses vertus

Décembre 2009

Vénérée par les Béninois et logée au cœur d'une forêt à la végétation luxuriante, la divinité *Zèkpon* est surtout connue grâce à une source d'eau du même nom. On y accède par un long sentier de latérite, sur le territoire de la commune d'Avrankou, à une dizaine de kilomètres de la capitale Porto-Novo. Patrimoine de la collectivité Vodounhounhouènou, ses prêtres en sont les véritables gardiens du temple et dépositaires des traditions.



L'autel de la divinité Zèkpon
et quelques accessoires
de consultation

“*Essaie et tu verras*” : ainsi pourrait-on traduire littéralement le nom de Zèkpon, une divinité qui fait parler d’elle depuis fort longtemps, en tout cas bien avant la pénétration française au Dahomey (ancien nom du Bénin) entre les 17^e et 18^e siècles. Son domaine de prédilection, c’est la réconciliation, le règlement des conflits et discordes entre familles et collectivités, l’harmonie dans les foyers. Zèkpon intervient également, non sans quelque succès, dans des préoccupations du genre : désir d’enfant, guérison, délivrance aisée pour la femme, et autres. Elle apaise les âmes inquiètes, agitées et troublées ; elle peut être mise à contribution pour faire tomber la pluie si nécessaire. C’est une source aux nombreuses vertus dont il ne convient pas de transgresser les consignes.

Aux dires des prêtres rencontrés sur place, on rend visite à Zèkpon comme on va en pèlerinage à la grotte mariale d’Arigbo de Dassa-Zoumè, petite Lourdes béninoise. Une centaine de personnes, dit-on, s’y rendent chaque semaine.

Le rituel comprend d’abord une ablution dans la source d’eau à qui le ‘patient’ confie (en les chuchotant) ses préoccupations, puis une ‘confession’ et une consultation au pied de l’autel, et enfin les recommandations du prêtre, telles une ordonnance médicale

Le patient s’en retourne alors chez lui pour les mettre en pratique : satisfait, il reviendra à Zèkpon faire quelques offrandes qui n’ont rien d’un prix exorbitant. Nombre de ceux et celles qui sont passés par là ne cessent de témoigner leur satisfaction unanime, quelles que soient leurs origines et leurs croyances religieuses.

Quand bien même ce n’est qu’une minorité de Béninois qui se sont effectivement rendus sur le site, tout le monde ou presque a entendu parler de Zèkpon. Qu’on reconnaisse ou non la réalité de ses services, on est bien obligé de constater que le phénomène Zèkpon compte dans la vie quotidienne de bien des gens taraudés par l’anxiété et en quête de guérison. Encore faudrait-il que les autorités officielles accordent un peu plus d’attention à l’intérêt populaire croissant pour ces sources et leurs vertus, ne serait-ce, à défaut de confirmer leurs vertus, que pour éviter toutes sortes d’abus. L’eau, c’est la vie, et cela s’applique à la santé de l’âme et de l’esprit autant qu’à celle du corps.



Prêtres vaudous, dépositaires des traditions de Zèkpon



Aux abords de la source sacrée de Zèkpon

L’eau de la source de Zèkpon possède des qualités organoleptiques acceptables : transparente, sans saveur, sans odeur et limpide (quand elle est calme). Mais elle ne doit pas servir aux usages domestiques : pas question de la consommer ni de la cuire, ni de l’utiliser pour la vaisselle ou la lessive. De plus, il est interdit d’aller sur le site aux heures de midi.

Les prélèvements d’échantillons de l’eau se font exclusivement dans des récipients de terre cuite : le plastic, le métal et le verre sont proscrits. Chaque famille possède dans sa maison un peu d’eau de Zèkpon dans un pot de terre, gage de concorde familiale, de bénédiction et de protection divine, pour les femmes enceintes et les jeunes mères de famille notamment.

« On ne joue pas avec l'eau »

Juillet 2007

La République du Bénin, en Afrique de l'Ouest, est la Terre du Vodou, religion traditionnelle et naturelle. La ville de Savalou, à quelque 250 kilomètres au nord-ouest de la capitale économique Cotonou, en est l'un des principaux berceaux.

Parmi les couvents, sortes de séminaires-monastères disséminés aux quatre coins de la ville, c'est d'abord celui de Sato qui retient l'attention. Il regroupe dans un même territoire les divinités qui, mises ensemble, forment le cycle hydrologique de l'eau. Elles s'appellent Hebiosso, Xwla, Avlekete, et Dji. Respectivement le ciel, les océans, les eaux de surface et les pluies.

Les adeptes de la divinité Dji sont appelés Djissi. Ils portent des appellations, sortes de titres qui précisent les fonctions vitales de l'eau, exhortent à la protection de la ressource ou louent ses bienfaits inépuisables pour les êtres. Entre autres noms et titres liés à l'eau et portés par les Djissi de Savalou, on notera, littéralement retranscrits : « *Dji'kotcheayaomo* » (on ne joue pas avec l'eau), « *Dji'wafoun'omo* » (l'eau fait prospérer l'enfant), « *Dji'wa laye* » (l'eau c'est la vie), « *Dji'aye'hin* » (l'eau est le moteur de la vie), « *Tognon* » (l'eau est bienfaisante).



Rite de l'eau en pays vaudou (par un peintre béninois)

Culture rime avec nature

Le répertoire des titres se révèle fort riche et il est passionnant d'y constater que chez les Djissi culture rime bien avec nature. Chaque fois que l'on désigne une divinité Djissi par son titre, c'est un message clair que l'on diffuse autour de soi et partout ailleurs pour inciter à une conduite exemplaire vis-à-vis de la ressource eau.

Dans cet espace géographique, fait de précarité et de pénurie de l'eau, dans ce qui est aussi un espace de tradition orale, voilà une manière on ne peut plus originale de faire passer le bon message à la fois à ses contemporains et à la postérité !

Ainsi à Savalou, si les deux prénoms Bernard et Tognon désignent la même personne, Tognon en dit davantage puisqu'il attire l'attention sur les bienfaits de l'eau. De nos jours, on parlerait de principe de précaution et de sensibilisation par ICE (information, communication, éducation). Les Djissi pourraient donc, d'une certaine manière, se considérer comme les précurseurs ou les pionniers du développement durable. Qui dit mieux ?

Voilà en tout cas une belle illustration du lien entre la nature et le sacré (un pacte), puis de la responsabilité de l'homme envers la nature. Ainsi donc, chez les Djissi de Savalou, la préservation de la vie passe par la protection de l'environnement (l'eau en l'occurrence). Et la protection de l'environnement passe par la sauvegarde et le respect de la culture.

La jacinthe d'eau étouffe le lac Nokoué

Décembre 2009

Les jacinthes...

Un si beau nom pour ce fléau.

Des algues. Des parasites !

Des plantes inutiles.

Étouffent les ports.

Menacent la navigation.

Un malheur pour les pêcheurs !

(Wole Soyinka, "Le Maléfice des Jacinthes")



« Aidez-nous à nous défaire de l'étreinte de la jacinthe d'eau ! » s'est écrié le chef de l'arrondissement lacustre de Houédo-Aguékon. Ce jour-là, au début novembre 2009, il emmenait une équipe de jeunes volontaires, tous armés de coupe-coupe, fauchant ou arrachant à la main la jacinthe d'eau.

La commune lacustre de So-Ava connaît depuis une vingtaine d'années environ l'invasion de presque tout son territoire par la jacinthe d'eau, une belle plante aquatique flottante qui a remplacé les nénuphars que l'on trouvait autrefois à la surface du plan d'eau.

Une catastrophe écologique

Entre la jacinthe d'eau et la salinité du lac, c'est un véritable jeu de balancier. Le lac est en crue d'août à octobre : le courant d'eau y est rapide et la salinité faible ; la jacinthe d'eau est entraînée et emportée par les flots. De novembre à janvier, quand s'amorce la décrue et que le courant ralentit, la salinité est moyennement élevée. Ces conditions sont alors favorables à la jacinthe d'eau qui peut proliférer. Elle s'installe sur presque toute la surface du plan d'eau, provoque l'obstruction des voies de communication et entrave la circulation, et les activités de pêche s'en trouvent paralysées.



Les populations, bien conscientes et fort préoccupées par cette situation et ses conséquences, recourent à des expressions bien imagées pour la décrire : "toglé" (le pays est gâté, le temps des vaches maigres est arrivé) ou encore "wahunwa" (équivalent d'un "j'y suis, j'y reste"). Ce qui, pour les pêcheurs du lac, correspond à une période de chômage technique.

De février à avril, c'est la fin de la décrue. La salinité de l'eau est relativement élevée et la jacinthe ne la supporte pas : elle dépérit, meurt, et tombe au fond du lac dont elle dégrade la qualité de l'eau qui devient fétide. Selon les pêcheurs, "là où il y a la jacinthe d'eau, il n'y a pas de poisson".

Pour résumer, disons que la jacinthe d'eau apparaît comme une puissance végétale prédatrice, colonisatrice et dégradante de l'écosystème aquatique. Autrement dit, c'est un frein au développement socio-économique, une catastrophe pour l'écologie des plans d'eau.

Même les dieux n'y peuvent rien

Au delà du SOS lancé par le chef d'arrondissement qui dans le cas précis cherchait uniquement à dégager les voies de communication de la commune lacustre 'assiégée', il y a urgence sociale, économique, sanitaire, environnementale du fait de cette 'visiteuse indésirable' et on ne peut plus encombrante. L'opération d'arrachage manuel de la jacinthe d'eau relève à la fois du geste de désespoir et du coup d'épée dans l'eau : « *si rien ne gêne, la jacinthe vit plus longtemps ; c'est un mal contre lequel nous ne disposons que de moyens rudimentaires, par exemple l'arrachage manuel ; mêmes les divinités locales mises à contribution n'y ont rien pu* ».

La lutte contre la jacinthe d'eau ne date pas d'aujourd'hui et revêt bien des formes. Il y a un peu moins de vingt ans, on parlait déjà de lutte biologique, en sus de l'arrachage manuel. Cette lutte biologique est efficace, mais lente, voire négligeable au regard de la prolifération et de la croissance exponentielles de la jacinthe d'eau. Sur les plans d'eaux douces, elle est un peu comme les icebergs sur les océans, avec une partie visible et une autre immergée. Ce qui se passe au fond du lac quand la plante se décompose est plus grave encore que sa façon spectaculaire d'en occuper la surface.



Végétation typique du lac, la mangrove et ses palétuviers sont en voie de disparition

Un cycle infernal

Pourtant cette jacinthe d'eau n'est pas tombée du ciel par hasard. Elle n'est que le reflet de l'état de pollution du lac Nokoué et des cours et plans d'eau qui se comportent comme des vases communicants et se renvoient les uns aux autres toutes sortes de matières organiques et de rejets d'activités humaines.

Le lac, cadre de vie des 100'000 habitants des villages lacustres, s'est peu à peu transformé en poubelle-égout. Les déchets qu'on y déverse et les eaux domestiques usées et non traitées dopent la ressource lacustre : tel un jardin fertilisé, le lac exerce comme un appel d'air à la végétation aquatique flottante qui réagit sans tarder. Dans cette compétition naturelle à se « mettre à table », c'est la jacinthe d'eau qui se révèle la plus vigoureuse et la plus robuste biologiquement parlant. Du darwinisme !



"Acaja", jardin à poisson pour la pêche traditionnelle

L'homme est donc responsable de son propre malheur. Et comme si tout cela ne suffisait pas, les pratiques de pêche artisanales en rajoutent une couche. Les « acaja », jardins à poissons, puis « les trous à poissons », sorte d'aquaculture traditionnelle, servent de suppôts à la jacinthe d'eau qui s'y accroche pour échapper à la dérive des flots.

Le cycle infernal de reproduction de la végétation flottante est ainsi amorcé. Pour une jacinthe d'eau qui disparaît quand monte la salinité de l'eau, c'est une dizaine d'autres qui réapparaissent plus tard, plus fortes et plus tenaces. Pour le chef d'arrondissement, cela signifie plus de défis sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux à résoudre. Et peut-être, dans un avenir qui n'est pas lointain, l'obstruction définitive des voies de navigation.

La lutte la plus efficace de toute la panoplie déployée jusqu'ici consisterait, à mon avis, à couper à la source toutes les voies d'alimentation de la jacinthe d'eau en matières nutritives et organiques. Dans le cas d'espèce, cela reviendrait à déménager les villages lacustres sur la terre ferme, puis à protéger les cours et plans d'eau contre les pollutions. C'est facile à dire, mais il faut oser le faire. En 1979, l'ancien président du Nigeria voisin, Olusegun Obassanjo, de passage à Ganvié, proposa, à la vue de l'insalubrité ambiante et des risques qu'elle faisait courir aux habitants, de subventionner un tel déplacement des villages lacustres. Il ne fut pas écouté. Mais c'est aujourd'hui encore une option à prendre en compte. Dans les cinquante prochaines années, si on n'y prend garde, la jacinthe d'eau obligera les villages lacustres à déguerpir. Alors, de gré ou de force, tôt ou tard, il faut choisir.

Hetin-Sota, village lacustre sans eau potable

Mai 2007



Activités piscicoles



Parcelle d'accès au village



Habitat, enclos pour le bétail et jardin de case



Le village



Activités autour du captage

Photos: Nukpo Agossou

3'000 habitants environ, à quelque 25 km de Porto-Novo, capitale politique du Bénin : le village de Henin-Sota - qui n'a pas d'eau potable – dispose paradoxalement d'une source thermique de type hyperthermale, alcaline et chlorurée (pH supérieur à 7,8).

Huit mois sur douze, le fleuve Oueme sort de son lit et envahit les terres. Ici, toutes les cases sont sur pilotis. L'eau qui en sort à une température de 50°C arrive d'une profondeur de 450 mètres. Elle est transparente et faiblement minéralisée, avec cependant une teneur en nitrate relativement élevée.

Cette source thermique est un bijou économique, écologique et touristique pour la localité qui n'en jouit malheureusement pas encore, faute d'une gestion durable de la ressource (absence de comité de gestion, absence de périmètre de protection autour du captage). L'autre grande menace provient des nombreux projets de développement qui, si l'on n'y prend garde, pourraient se révéler sources de pollution.

Il existait, à Hetin-Sota, un réseau de distribution de l'eau thermique consommée sans traitement. Ce réseau a cessé de fonctionner par suite de la défaillance d'une pièce mécanique. En l'absence d'un comité de gestion du réseau, la pièce n'a pu être remplacée jusqu'à ce jour. L'argent fait défaut et la population, qui ne veut pas (ou ne peut pas) faire une levée de fonds non plus, compte sur un généreux donateur.

Entre temps, tout le monde a de nouveau recours à l'eau non traitée du fleuve en guise d'eau de consommation. Et voilà le retour des maladies diarrhéiques. En l'absence de surveillance et d'une autorité, toutes les activités domestiques de lavage (linge et vaisselle) se font sur le point de captage, à grand renfort de lessive et de détergents. Une menace certaine de pollution de la source thermique.

Les Béninois ne sont pas tous égaux face au droit à l'eau

Janvier 2009

Le Bénin dispose de suffisamment d'eau pour offrir de l'eau potable à tous ses habitants, en ville et en milieu rural. À condition que ses ressources naturelles, aquatiques en particulier, soient gérées de façon durable et protégées par la loi. Ce qui implique de vraies volontés politiques à tous les niveaux de décision. Mais celles-ci semblent aujourd'hui faire défaut. C'est en tout cas la conclusion que je tire de mes contacts avec quelque 80 élèves inspecteurs et conseillers pédagogiques des quatre coins du pays en marge d'un cours portant sur l'environnement et le développement durable.

Sollicité pour intervenir dans leur cursus de formation, j'ai profité de la rencontre avec ce groupe de personnes-ressources assez représentatif de l'opinion nationale pour faire avec elles, et en cinq chapitres, une sorte de tour du Bénin sur les questions de l'eau.

Un pays mieux loti que d'autres

Pour ce qui est de la disponibilité de la ressource, le Bénin est mieux loti que plusieurs pays de la sous-région, notamment en zone sahélienne. Son eau est généralement bien appréciée pour ses qualités organoleptiques, la saveur et le goût. Dans toutes les langues du pays, on reconnaît que l'eau, c'est la vie (« *sin wè gni gbè* », en langue fon) et que nul ne peut s'en passer (« *sin ma do kinto* »).

Les eaux souterraines constituent la principale source d'approvisionnement en eau de boisson : eau courante dans les villes fournie par la Société nationale des eaux du Bénin, forages à motricité manuelle en zones rurales, puits artisanaux à domicile dans tout le pays. L'eau du Bénin (du Nord au Sud) présente toutes les gammes de saveurs, de l'eau douce acidulée propre aux usages domestiques et industriels à l'eau dure alcaline aux usages limités. Le Bénin possède également une vingtaine de sources d'eau douce naturelles minérales et thermales, les plus connues étant les eaux thermales de Hêtin-Sota dans le sud et les cascades de Tanougou et Kota dans le nord.



Puits artisanal centenaire (en périphérie de Porto-Novo, capitale du Bénin). Encore en service, il approvisionne quelque 80 ménages.



Puits artisanal sans margelle de protection pour l'approvisionnement en eau de boisson : il ne tarit pas en saison sèche.



Forage muni d'une pompe à motricité manuelle (à Logbo, Savalou), omniprésent en milieu rural : la qualité de l'eau y est rarement contrôlée.



Eau à domicile distribuée par la SONEB : un luxe réservé aux gens des villes qui en ont les moyens.

L'eau est donc disponible toute l'année même si quelques localités en manquent parfois pendant les mois de sécheresse (novembre à mars) et doivent se contenter de l'eau insalubre du marigot. « *L'eau est rare, très rare dans mon village Agbédoumè, explique Victorin Kpochai. Les femmes sont obligées de faire 4 à 5 km pour chercher de l'eau dans la commune voisine. Les puits qu'on a tenté de forer à 100 ou 120 mètres de profondeur n'offrent que de l'eau fortement minéralisée impropre aux usages domestiques. Aucun savon ne mousse avec cette eau-là ! Tous ceux qui ont tenté de forer un puits ont dû abandonner, même les ONG venues à la rescousse ont échoué. Une solution serait d'importer de l'eau d'une autre région par camions-citernes.* »

Qui gère l'eau ?

En ville, on l'a dit, c'est le fait de la Société nationale des eaux du Bénin. Elle dispose d'usines de traitement et d'un réseau de distribution qui sont sans grand reproche. L'eau qu'elle fournit est la denrée la plus contrôlée au Bénin. En milieu rural, la gestion des forages est confiée à un comité qui s'en sort avec plus ou moins de succès. Quant aux puits artisanaux, citernes ou châteaux réservoirs, ce sont autant d'initiatives privées bienvenues qui pallient la pénurie d'eau. Malheureusement, personne ne se soucie de la qualité de l'eau vendue. Les puits publics à grand diamètre et les cours d'eau sont laissés à la merci des intempéries (tempêtes de sable, eaux pluviales) et des vandales qui peuvent y jeter tout et n'importe quoi.

En réalité, nulle part sur le territoire national les captages ne font l'objet de protections sûres contre les pollutions ; les contrôles et suivis de la qualité de l'eau des forages, des puits et des cours d'eau ne sont pas menés de façon systématique. Les laboratoires de contrôle requis sont très peu nombreux et se trouvent en ville loin des zones rurales. Et en cas d'intoxication ou de contamination de l'eau, les populations concernées sont abandonnées à leur sort, les autorités n'interviennent que pour dresser le constat des dégâts.

L'eau potable pour tous ?

Pour Zéphirin Ahouandjinou, « *l'idéal serait que chaque Béninois dispose d'eau potable. Les différents gouvernements qui se sont succédés ont fait des efforts dans ce sens, mais nous sommes encore bien loin de la réalité. Nombreux sont les Béninoises et les Béninois qui utilisent de nos jours encore l'eau des puits ou celle des cours d'eau, non traitée, comme eau de boisson. Entre autres dans les villages lacustres* ».

Défis jouables

Ce « tour du Bénin des questions de l'eau » n'est pas rassurant. Les Béninois ne sont pas tous égaux face au droit humain, fondamental, à l'eau et à l'assainissement. Et la gestion faite en ce moment des ressources en eau n'est pas une gestion durable. Hélas ! La situation interpelle les autorités à tous les niveaux de responsabilité. Mais les défis à relever sont tout à fait jouables.

Une législation claire et précise doit protéger prioritairement et durablement les écosystèmes aquatiques et les sources d'eau potable. Autre priorité : la réalisation d'infrastructures socio-sanitaires dans les lieux publics tels les écoles et les marchés. Enfin, il y aurait grand intérêt à bien scruter dans l'eau non seulement pour s'assurer qu'elle est potable, mais aussi pour y puiser les trésors symboliques qui font d'elle une denrée pas comme les autres : vitale, irremplaçable, sociale, culturelle tout à la fois.

La corvée d'eau, une tâche sans fin

Avril 2009

Au Bénin, seule une frange de privilégiés bénéficie d'eau courante à domicile de façon permanente. Pour tous les autres, la corvée d'eau, c'est-à-dire aller chercher de l'eau à un point de distribution souvent éloigné pour la ramener à la maison, reste toujours et presque partout d'actualité. Pour la majorité des Béninois, cinquante ans après l'indépendance, l'eau potable est encore un luxe ! Il est moralement insupportable de savoir que des compatriotes, à défaut de mieux, doivent se contenter jour après jour d'une eau insalubre prélevée dans des mares éphémères.

Ou bien l'eau n'est pas disponible parce que c'est la saison sèche et que les puits domestiques ont tari ; les eaux superficielles, mares, marigots ou rivières sont la seule et unique source d'approvisionnement en eau. C'est ce que vivent les milieux ruraux pendant la moitié de l'année.

Ou bien, comme dans les centres urbains, l'eau est disponible, mais l'extension du réseau d'adduction jusqu'à la périphérie des villes se fait attendre, faute de moyens financiers ou en raison d'installations obsolètes et défectueuses.

La corvée d'eau perdure, pourtant le pays est relativement bien arrosé. Le Bénin dispose d'eau douce en suffisance pour répondre aux besoins de ses populations et pour envisager son industrialisation. Cascades ou chutes d'eau, sources artésiennes d'eaux thermales ou non, lacs d'eau douce : toutes ces ressources existent et attendent d'être exploitées.

Le problème ? Comment maîtriser cette eau, la rendre potable et la distribuer jusqu'au plus humble des citoyens ? Un défi pour tout le monde, pour les pouvoirs publics en particulier qui ont l'obligation constitutionnelle de fournir de l'eau potable en quantité et en qualité suffisantes.

Mais les infrastructures de la gestion de l'eau sont si onéreuses que les communes ne peuvent les réaliser sans recourir aux institutions financières internationales, telle la Banque Mondiale. Les processus d'octroi des prêts bancaires sont lents et parsemés « d'embûches ». Rien de surprenant donc à ce que seules les trois plus grandes villes du pays disposent d'usines à eau, au demeurant de taille modeste.

Partout ailleurs ce ne sont que solutions d'attente, pour ne pas dire solutions de fortune : adductions d'eau villageoises, puits à grand diamètre, forages et pompes à motricité humaine. La plupart de ces ouvrages ne doivent leur existence qu'à la générosité d'États ou d'ONG. Mais tous ces efforts, aussi louables soient-ils, et même cumulés, se révèlent très insuffisants compte tenu de la demande d'eau sans cesse croissante. La politique de l'eau s'apparente à du bricolage et du saupoudrage. Elle tient en un mot : échec.



Vente à un poste d'eau



Motopporteur d'eau



Corvée de nuit

« *L'eau nous arrive à pied, tandis que nos besoins prennent l'avion* » : l'ironie est fréquente qui dénonce l'absence de rythme dans la réalisation des ouvrages d'eau. Par contre, quand il s'agit d'exploiter les richesses minières, le pétrole, le ciment et autres, aucun investissement n'est assez élevé. Les gouvernements s'y engagent volontiers. Pourquoi traînent-ils les pieds quand il est question de l'eau qui est tout de même la première de toutes les matières premières ?

Ce qui à mon avis fait défaut, c'est un engagement politique fort de la part des gouvernants. Leur passivité pénalise les couches les plus défavorisées de la population et les condamne à se contenter d'une eau douteuse, obtenue au prix d'une corvée éprouvante et chronophage. La corvée d'eau est symptomatique de la pénurie. « *Quand l'eau manque, tout nous manque* » fait remarquer Abou, chef d'un village connu pour son manque d'eau et où la corvée d'eau est de tradition : quelques jeunes filles en ont fait leur gagne-pain.

Le manque d'eau limite le développement non seulement de la localité qui en souffre, mais aussi du pays tout entier. Outre ses impacts sanitaires, il entraîne l'exode rural, la désaffection des fonctionnaires, la stagnation économique. Il divise le pays en deux zones bien distinctes : celles qui, favorisées, ont accès à l'eau potable (les villes), et celles, déshéritées, où le manque d'eau et ses corollaires sont la règle (les périphéries urbaines et les milieux ruraux). La négligence des pouvoirs publics ne peut que générer l'inégalité et l'injustice, et donc les frustrations sociales.

Postes d'eau autonomes privés : le pour et le contre

Avril 2009

Le poste d'eau autonome, une initiative privée et informelle d'approvisionnement en eau des populations, est à la mode à Ifangnin, une commune rurale à une trentaine de kilomètres de Porto-Novo, capitale politique du Bénin.

Avec un investissement d'environ un million et demi de francs CFA (soit quelque 2'500 euros), un exploitant privé réalise un forage, puis à l'aide d'une pompe motorisée, remplit un petit château d'eau d'une capacité de 2 à 3'000 litres. L'eau ainsi obtenue, sans traitement chimique ni bactériologique, est ensuite - sans autorisation officielle - vendue aux populations au prix de 15 CFA (2 centimes d'euro) la bassine de quinze litres.



Poste d'eau autonome
à Banigbé (Ifangnin)

Dans la seule commune d'Ifangnin, on compte actuellement quelque 200 de ces postes autonomes. Ils offrent plusieurs avantages :

- ▶ ils comblent le vide laissé par les autorités en matière de fourniture d'eau
- ▶ c'est une solution de proximité qui soulage la corvée d'eau
- ▶ l'eau y est disponible en toutes saisons
- ▶ ils échappent aux dysfonctionnements dus aux manques de maintenance et d'entretien caractéristiques des ouvrages publics.

Mais cette initiative des postes d'eau autonomes privés n'est toutefois pas sans risques :

- ▶ elle échappe à tout contrôle sanitaire et l'eau fournie est, dit-on parfois, de mauvaise qualité
- ▶ les relations entre les exploitants organisés en association et les mairies ne sont pas toujours au beau fixe, les premiers reprochant aux secondes de n'exister que pour prélever des taxes
- ▶ le prix de l'eau fluctue en fonction de la demande et peut se retrouver hors de portée de certains consommateurs
- ▶ d'où parfois une certaine méfiance : les exploitants n'échappent pas au soupçon de ne vouloir faire que des affaires et de ne pas s'intéresser au social.

Les mairies se devraient donc de veiller au grain, d'empêcher que des commerçants véreux s'immiscent dans la filière, et de mettre tout en œuvre pour garantir la qualité de l'eau et un niveau de prix accessible à tous. Les postes d'eau autonomes ne sont sans doute pas la panacée pas plus qu'ils ne sont à l'abri de la corruption. Mais si les autorités publiques s'impliquent à les contrôler de manière responsable, de telles initiatives privées jusque dans les coins reculés du pays pourraient rendre de fiers services aux populations défavorisées.

À Savalou, le Puits du Roi est aussi le Roi des puits

Février 2011



"Le puits du roi", bientôt centenaire



"Le puits du roi", lui aussi rattrapé par l'urbanisation



"Le puits du roi", à sec, chacun attend que gicle l'eau



Peu à peu, le soir venu, "le puits du roi" reprend vie

La disponibilité en eau dans la commune de Savalou pendant les mois de décembre à mai est problématique. Pendant cette longue période, tous les puits domestiques n'ont point d'eau, le niveau d'eau dans les quelques cours d'eau pérennes baisse de façon drastique de sorte que la fourniture d'eau courante devient intermittente voire interrompue. Cependant quelques puits, que l'on peut pratiquement compter sur les doigts d'une main, continuent d'assurer l'alimentation en eau. Entre autres : le puits dit « du roi » (*ahosudoto*, en langue locale).

Le puits du Roi a été foré et mis en service dans les années 1920 avec l'aide de l'administration coloniale et à la demande du roi Goumoan. L'ouvrage a été réalisé dans des travaux d'utilité publique par des prisonniers de droit commun, dénommés à l'époque 'prisonniers civils'.

D'une profondeur de 15 m et d'un diamètre d'environ un mètre et demi, ce puits creusé dans un sol granitique est situé à 200 m du palais royal de Savalou lui-même adossé à la colline, ce qui lui a conféré cet autre nom de « puits du palais royal » (*honnukondoto*).

Il est alimenté en permanence par un lac d'eau situé dans la colline selon le principe des vases communicants. Il est intarissable : l'eau y est disponible toute l'année, ce qui en fait une manne pendant les mois chauds de l'année.

C'est le tout premier ouvrage du genre réalisé à Savalou. A l'époque il desservait toute la cour du roi et les quartiers environnants de Lokodanu, Satto, Vêjamè, Malé etc. Soit une population de quelque 2'000 à 3'000 personnes, c'est-à-dire deux fois moins nombreuse qu'aujourd'hui. Jour et nuit sans arrêt et à tour de rôle, femmes, jeunes gens, jeunes filles y puisent l'eau nécessaire à leurs familles. C'est dans les premiers mois de l'année que l'affluence y est la plus forte, avec un pic en février. Il faut alors passer de longues heures à attendre que l'eau gicle et recharge le puits.

La fatigue et l'impatience font parfois monter la tension. Des querelles éclatent qui donnent lieu à des combats spectaculaires notamment entre femmes. Pourtant le puits du Roi unit beaucoup plus qu'il ne divise. Tout le monde en repart toujours satisfait.

Une longévité à toute épreuve

Pour ses nombreux abonnés, l'eau du puits répond bien à tous les usages domestiques. Les inconditionnels la préfèrent à l'eau courante de Savalou suspectée de provoquer des infections et de présenter des qualités organoleptiques douteuses. Autre atout : le puits du palais royal ne connaît lui ni coupure ni panne d'eau.

Soumise à une telle pression d'exploitation, la qualité de l'eau se dégrade quelque peu et peut devenir turbide. C'est pourquoi, une fois par trimestre, le puits reçoit la visite d'un agent des services d'hygiène. Par deux fois au moins durant son existence, il a subi une profonde cure de jouvence, ses parois ont été renforcées et dotées d'un couvercle, par mesure de sécurité et de protection. Pendant les mois d'hivernage, de juin à août, il pleut beaucoup à Savalou et le niveau d'eau des puits et des rivières d'eau monte à son maximum : alors que l'affluence baisse sensiblement, le puits du roi se remplit à ras-bord et refait ses forces en attendant le retour de la saison sèche.

Au cours de sa longue histoire, le puits du roi a connu quelques événements malheureux et deux personnes s'y sont noyées. Après les cérémonies appropriées de salubrité, il a bien vite repris du service. L'expérience du puits du palais a d'ailleurs fait école à Savalou : une quinzaine de puits y ont été forés et répartis de façon judicieuse pour répondre aux besoins en eau d'une population sans cesse croissante. Mais, faute d'entretien, et peut-être aussi faute de bénédiction royale, ils sont tombés à l'abandon et devenus impropres à la consommation.

Le puits du roi demeure ainsi l'un des rares ouvrages de sa génération à avoir connu pareille longévité. Même s'il a été quelque peu rattrapé par l'urbanisation sauvage et que son espace ambiant s'est réduit comme peau de chagrin sans que personne ou presque ne l'ait remarqué, son âge et les services qu'il rend depuis si longtemps méritent vénération. Il a vu se succéder sur le trône du royaume de Savalou pas moins de cinq monarques et plusieurs générations d'usagers. A présent, rares sont ceux de ses contemporains qui peuvent encore témoigner de son passé et de tant de bons et loyaux services. À la fin de la décennie, il fêtera ses cent ans d'âge. Un siècle de fidélité et de générosité.

L'eau potable, telle que la voient des collégiens béninois

Juillet 2010

Djougou. L'une des plus importantes communes du Bénin et un centre urbain d'une bonne centaine de milliers d'habitants. De passage dans ce chef-lieu du département de la Donga, dans le nord-ouest du pays, j'y ai pris quelques nouvelles de l'eau auprès d'un groupe de collégiens. Histoire de voir quelle perception ont de cette ressource les adolescents et jeunes élèves de la ville. Et de mesurer leur degré d'intérêt pour ce qui est tout de même un critère de leur qualité de vie.

Vingt-cinq des 31 collégiens interrogés se disent insatisfaits de la qualité de l'eau potable en ville de Djougou, illustrant ainsi le malaise et l'embarras largement répandus parmi la population. *"L'eau des puits a le goût du sel de cuisine, tandis que l'eau du robinet est jaunâtre, dégage une forte odeur d'eau de Javel persistante et, une fois laissée au repos, laisse des dépôts au fond du récipient"*.

De plus, à Djougou, l'eau potable n'est de loin pas disponible toute l'année. L'eau du robinet reste un luxe que ne peut s'offrir qu'une poignée de gens riches. En période sèche, les puits et les forages tarissent. Reste le mini-barrage construit il y a une cinquantaine d'années pour précisément couvrir les besoins en eau en dehors de la saison des pluies. Hélas, il semble bien que cette retenue soit envasée. Le traitement classique de l'eau est devenu inefficace, le traitement moderne plus cher.

Entre vœux pieux et slogans

La plupart des élèves hésitent quand on leur demande de citer l'un des critères de potabilité de l'eau. Un seul s'en sort plus ou moins en affirmant, de manière un peu livresque, que *"l'eau potable doit être inodore et incolore, sans saveur, et ne présenter aucun danger pour la santé"*.

Pourtant aucun n'ignore les conséquences sanitaires de la mauvaise qualité de l'eau : diarrhées, gastro-entérites, paludisme. Et surtout la fièvre typhoïde chez les enfants et les nourrissons notamment. Et chacun a bien identifié les menaces : déchets urbains, eaux pluviales non traitées, résidus de pesticides des champs de coton.



Retenue d'eau de Djougou : les Djougouais ne font plus confiance à la qualité de ses eaux.

À qui donc s'adresser en cas de pénurie ou de mauvaise qualité de l'eau potable ? Presque tous les collégiens interrogés sont d'avis qu'il faut interpellier les autorités de la place, le maire de la commune et le responsable du service des eaux. Mais l'un d'eux avertit que ce genre de démarche ne produit aucun effet. Sa recommandation est on ne peut plus claire : *"on ne s'adresse à personne, on prend son mal en patience et on attend le retour des pluies"*. Autrement dit, la promesse d'eau potable pour tous à Djougou ne semble être qu'un vœu pieu, sinon un slogan. Conviction largement partagée et sans ambiguïté.

Revoici les sachets d'eau

Les fameux sachets d'eau, importés ou fabriqués sur place - abusivement appelés "pure water", trouvaille du secteur informel, épée de Damoclès sur la santé des populations (voir l'article de la page suivante) - sont bien entendu massivement présents à Djougou, sur le marché comme dans les établissements scolaires.

Tous les élèves avouent en consommer volontiers : *"je trouve cela très pratique, moins cher, et facile à se procurer", "j'en consomme, mais parfois, après avoir bu, je sens que cette eau n'est pas bonne ; c'est comme si elle contenait un gaz malodorant."* Un seul affirme ne pas en boire : *"je doute que cette eau soit saine"*.

Au bout de l'exercice, on ne manque pas d'arguments pour interpeller toutes les autorités à tous les niveaux. On ne dressera pas ici une liste exhaustive des précautions et autres mesures élémentaires à prendre : dans chaque pays, elles font partie intégrante des réglementations. Mais au Bénin le dossier du code de l'eau végète sur la table des parlementaires depuis 2007. Et Djougou comme toutes les communes du pays n'ont pas vraiment d'autre solution que d'exiger, ensemble, que le parlement ratifie ce code et que le gouvernement le mette en œuvre immédiatement. Il y va de l'intérêt bien compris des citoyens, et surtout de leur santé.

L'eau à l'école

Si l'eau potable pour tous doit devenir réalité, il faudrait commencer par les écoles, lieux de formation et de tous les bons apprentissages. Mais que disent les maîtres des infrastructures sanitaires de leurs écoles ? Points de vue recueillis lors d'un cours sur l'environnement et le développement durable :

« Dans les villes, de façon générale, toutes les écoles possèdent de l'eau courante et des latrines. Le hic est que ces latrines ne sont pas toujours bien entretenues et sont des repoussoirs aussi bien pour les élèves que pour les maîtres ».

« Il existe des latrines pour les élèves et les enseignants. Elles sont bien entretenues par les élèves qui les nettoient les vendredis après-midi »

« Dans les écoles, il n'y a généralement pas d'eau potable. Les infrastructures de toilette ne sont pas toujours une réalité. Là où elles existent, l'entretien laisse à désirer. »

En résumé, on retiendra que les écoles des villes sont relativement mieux pourvues en installations sanitaires que celles des milieux ruraux. Et que le mauvais entretien des latrines est la règle générale.

Un marché à risques : la vente d'eau en sachets plastiques

Août 2007

Vendre de l'eau en sachets est une activité commerciale courante en Afrique de l'Ouest, notamment dans les grandes villes du Bénin. Les vendeurs versent l'eau destinée à la consommation humaine dans de petits sachets plastiques d'une capacité d'un demi-litre qu'ils vendent ensuite au prix de 25 francs CFA l'unité (environ 4 centimes d'euro). Ce produit de proximité supplée à la pénurie, voire à l'absence d'eau potable dans les lieux publics.



Les sachets d'eau ont envahi les rues et les places de marché, les écoles et les collèges, les aires de jeux et autres lieux publics où ils se vendent comme des cacahuètes. Par camions entiers et par vélos, ils sont distribués aux quatre coins des villes et même au-delà.

Les Béninois des villes « dégustent » chaque jour un ou deux sachets d'eau par une température ambiante de plus de 30° à l'ombre pendant les mois chauds de l'année, de janvier à avril. Soit pour étancher leur soif, ou pour « arroser » un repas, sorte de fast-food servi dans les bars et les maquis (restos populaires) ou encore pour se laver les mains après le repas. Le mode d'emploi est vraiment tout simple : il suffit de porter l'un des bouts du sachet d'eau à la bouche, de le percer d'un coup de dents et de siphonner le précieux liquide à satiété.



Producteurs et distributeurs rivalisent d'imagination pour attirer le chaland au moyen d'étiquetages aussi fantaisistes que trompeurs. Les eaux en sachets sont donc devenues aujourd'hui un produit de grande consommation. Et l'on peut dire sans exagérer qu'au Bénin en tout cas ce marché est non seulement en pleine explosion mais qu'il est aussi hautement lucratif.



Un petit commerce qui rapporte gros

Voyez plutôt : un « producteur » - appelons-le « Don de Dieu » - achète quatre mètres cubes d'eau traitée à la Société Nationale des Eaux du Bénin selon le barème de prix de la première tranche de consommation, soit 2'000 francs CFA. Avec ces 4 m³, il produit quelque 8'000 sachets d'eau de 500 ml qu'il revend donc 25 francs CFA pièce. Petit calcul : le bénéfice se monte à 198'000 francs CFA, soit quelque 300 euros !

Inutile de préciser que ce marché échappe à tout contrôle de l'État, faute de réglementation ou parce que les règlements existants ne sont pas respectés. Le contrôle sanitaire des eaux n'est pas (souvent) assuré et les producteurs ne sont pas (tous) enregistrés au registre de commerce.

Rien de moins sûr qu'une eau en sachet

On aura donc vite compris que l'eau vendue en sachets est loin d'offrir toutes les garanties d'une eau salubre. Elle est peut-être impropre à la consommation de par sa provenance (eau de puits, de marigots, etc.) ou de par le manque d'hygiène lors de son conditionnement (contenants souillés, mains sales, poussières). De plus la qualité de l'eau en sachet se dégrade rapidement (lumière, température, exposition au soleil, etc.).

Résultat : vu l'insalubrité ambiante, les risques d'intoxication, bactérienne ou chimique, à grande échelle par la consommation d'eaux en sachets sont bel et bien là. Faut-il rappeler que l'eau non potable est source d'un grand nombre de maladies ? Ce que Louis Pasteur avait bien compris quand il disait que « nous buvons 90% de nos maladies ».

Autre conséquence : une fois l'eau consommée, des centaines de milliers de sachets en plastique de mauvaise qualité recouvrent le sol en attendant soit d'être incinérés (ils libèrent alors des émanations et cendres toxiques) soit simplement d'être emportés par le vent et la pluie vers les écosystèmes aquatiques.

En définitive, et si l'on ne veut pas que ce marché des eaux en sachets « s'informalise » et se généralise à tout le pays, il faudrait alors informer et éduquer sans tarder le citoyen sur les risques de consommer une eau non sûre, réactiver la réglementation sur la vente d'eaux en sachets, procéder à des contrôles de qualité tout au long des processus de production et de distribution, assurer l'assainissement du milieu par le ramassage des sachets usagés. Sans quoi les eaux en sachets coûteront de plus en plus cher aux services de santé, aux contribuables et à l'environnement.

Quête d'eau dans les Collines béninoises

Mars 2010

“C'est en saison sèche que l'on reconnaît les grands cours d'eau” (proverbe mossi)

Dans le département béninois des Collines, la sécheresse dure sept longs mois pendant lesquels puits et robinets n'offrent de l'eau que de façon discontinue. Ce qui oblige la population à veiller autour des points d'eau dans l'attente qu'elle jaillisse. À la périphérie des villes et loin des centres urbains, cette quête de l'eau ressemble plutôt à de la débrouille autour des zones humides, étangs, mares et sources pérennes.



'Tojiche', et ce qu'il en reste. Cette mare pérenne abrite des crocodiles inoffensifs et ne tarit jamais. Sous la menace de la pression foncière, elle se réduit comme une peau de chagrin.

Dans la Commune de Savalou, la source d'eau douce 'Dékanmè' à Gobada et la mare aux crocodiles (inoffensifs) 'Tojiché' à Ouessé, toutes deux pérennes, peuvent être considérées comme de véritables cours d'eau. En saison sèche, elles font en effet plus que 'dépanner' les hommes, les bêtes et les plantes.

Une végétation exubérante et une riche biodiversité font d'elles des écosystèmes dynamiques et vivants. C'est donc à juste titre qu'elles font l'objet de culte et d'une grande vénération de la part de la population. De plus, elles sont préservées des pollutions et dégradations d'origine humaine par des interdits religieux rigoureusement observés. C'est ainsi que dans ces deux villages, l'élevage du porc est proscrit. Il est également interdit de se rendre à la source pendant la nuit, de nuire ou de tenter de nuire aux animaux - crocodiles, tortues, poissons - qui en ont fait leur habitat.

“Chaque goutte d'eau compte”

De par ces temps particulièrement durs, la gestion de l'eau dans les ménages est aussi remarquable : l'économie de l'eau est la consigne la mieux partagée dans les foyers. Aucun gaspillage n'est toléré, la consommation d'eau est contrôlée.

L'eau, une fois rapportée à la maison, reçoit un traitement physique sommaire avant d'être conservée dans une batterie de jarres faites de terre cuite disposées le long des cases. Les eaux usées de cuisine sont données aux animaux domestiques (volaille, chèvres, etc.) tandis que celles de la lessive servent à entretenir la bananeraie familiale ou le petit jardin de case.

La qualité de l'eau, de son captage à son stockage, laisse cependant à désirer : il s'agit le plus souvent d'une eau turbide et argileuse. Le mode de traitement aux gouttes de pétrole ou d'eau de Javel est aléatoire, voire même dangereux, car ces substances liquides, à concentration élevée, sont toxiques et gravement dommageables pour la santé.

Dans ce domaine, tout le monde semble bien conscient des risques encourus, mais face à la pénurie d'eau ambiante, l'argument populaire : *“on n'a pas le choix, la qualité de l'eau dans ces conditions est quelque chose de secondaire, et Dieu n'est-il pas là pour les pauvres ?”* D'aucuns même ironisent, prétextant une immunisation contre toutes les pathologies liées à la qualité de l'eau. Grosse illusion, bien évidemment.

La responsabilité des autorités communales

Au Bénin, la loi sur la décentralisation oblige les autorités communales à fournir aux populations de l'eau de consommation de bonne qualité et en quantité suffisante. En tout temps et plus particulièrement en période de sécheresse. Il leur faut donc être attentives à ce qui se passe du côté de ces sources pérennes.

Ces 'solutions de proximité', autrement dit ces opportunités à portée de main que constituent ces zones humides et qui sont aussi des foyers de biodiversité animale et végétale, doivent être exploitées à bon escient pour répondre à la demande d'eau potable des populations.

Il importe alors de recenser et répertorier tous les points d'approvisionnement en eau de la commune, de les faire aménager, mesurer leur débit et évaluer leur qualité par des spécialistes avant l'avènement de la saison de pénurie. Il faut aussi les entretenir et ne pas les laisser à l'abandon lorsque les pluies sont de retour. De louables efforts ont été faits dans l'aménagement de forages et de pompes à motricité humaine. Mais, en milieu rural, nombre de villages n'ont toujours pas accès à une eau propre et souffrent de maladies dues à la consommation d'eau douteuse. Le traitement adéquat de ces eaux pérennes amènerait probablement une amélioration de la qualité de vie.



Scène classique autour d'une pompe à motricité humaine : elle fonctionne 24 heures sur 24 et fournit plus de 200 m³ d'eau par jour

On rétorquera que ce n'est qu'une goutte d'eau sur la pierre chaude de la problématique de l'accès à l'eau potable. Certes. Mais une goutte d'eau dans le bon sens de la justice et de la dignité humaine. Si les sources sont proprement aménagées, il devient possible de transporter de l'eau potable par camion-citerne, sinon par moto, jusque dans les localités les plus reculées. Cette approche de solution au problème du manque d'accès à l'eau potable est réaliste et à faible coût : la ressource existe, il faut la mobiliser, la traiter, la distribuer. Il vaut la peine d'essayer. Et c'est chose possible.

Au Bénin, le département des Collines, d'une superficie d'un peu plus de 13'500 km² pour quelque 700'000 habitants, jouit d'un climat de transition entre le climat subéquatorial de la côte et le climat tropical humide soudano-guinéen du Nord-Bénin.

Ce climat est caractérisé schématiquement par quatre saisons (deux pluvieuses et deux sèches). Ce rythme permet d'enregistrer une pluviométrie annuelle variant entre 900 et 1'200 mm d'eau. Les pluies de l'année entière tombent en l'espace de trois mois (juin, juillet, septembre).

Les ressources hydrauliques sont réparties dans les aquifères du socle cristallin où les nappes sont difficiles à exploiter. Les puits sont peu propices aux forages et ils atteignent le plus souvent des profondeurs supérieures à 40 mètres. La plupart tarissent en saison sèche. Le manque d'eau, on l'aura compris, est ce qui, mieux que toute autre chose, caractérise ce département des Collines.

En saison sèche, du côté de Kpataba

Mai 2008

Kpataba, au Bénin, est sans doute le plus pittoresque des arrondissements de la commune de Savalou, dans le département des Collines, à quelque 300 kilomètres au nord de Cotonou. La chaîne montagneuse qui surplombe la région lui confère en effet un paysage de cartes postales. Mais chaque année, d'octobre à mai, Kpataba connaît la pénurie d'eau. Récit d'une journée d'avril passée autour de points d'eau de quelques villages de l'arrondissement qui ont pour noms Lozin, Mondji, Koutago et Miniki.

Kpataba et ses 12'000 habitants - petits paysans, commerçants, éleveurs - ne dispose pas d'un réseau de distribution d'eau courante. Ici les pluies tombent pendant les mois de juin juillet. En août l'eau est disponible en grande quantité et on s'approvisionne dans les puits domestiques et dans les rivières. La saison sèche commence en octobre et connaît son apogée en février et mars. C'est alors que puits et rivières tarissent, la disponibilité de l'eau devient très faible. Il ne reste que les forages munis de pompe à motricité humaine et les puits à grand diamètre aménagés avec les appuis financiers et techniques de la Direction Générale des Eaux (DGE) pour venir à la rescousse des populations.

Chaque ménage possède à domicile toute une panoplie de récipients pour y stocker de l'eau : citerne, jarre en terre cuite ou amou-lakoun, bassine, fût, bidons. Dans tous les villages, qui disposent tous d'au moins un forage, l'offre en eau est bien inférieure à la demande. L'eau jaillit de la pompe au rythme de 1 à 3 mètres cubes à l'heure, une sorte de compte-gouttes. D'où les attroupements et les longues attentes autour de tous les points d'eau. C'est là qu'on passe le plus clair de son temps.

« La mère de la pompe »

Un comité de gestion s'occupe de l'eau en général, mais le personnage central, c'est la gérante du point d'eau. C'est à elle que revient la délicate mission de distribuer « le gobelet d'eau disponible » à tout le village. Femme de caractère, elle est aussi appréciée pour son équité, sa fermeté et son sens du bien public. On l'appelle « la mère de la pompe ». Elle gère les recettes de la journée de même que les conflits inhérents à toute pénurie.

La bassine d'eau de 25 litres, véritable unité de mesure, est vendue à 5 ou 15 francs CFA (soit 30 ou 90 centimes d'euro le mètre cube) selon la décision du comité de gestion. Les recettes du mois sont versées dans un compte bancaire au nom du village. Une partie de cet argent sert à payer la gérante et le reste à faire la maintenance des installations. Du fait que ces ouvrages sont très sollicités, leur mécanisme tombe très vite en panne. Bien vite le comité de gestion procède à la réparation ou au remplacement de la pièce défectueuse. Etant donné la forte demande en eau, le comité de gestion peut solliciter une extension auprès de la DGE.

« Les problèmes d'eau nous feront bientôt partir ... »

Dans l'arrondissement de Kpataba, la distribution de l'eau potable en saison sèche se fait en dépit de sa faible disponibilité. Elle est ininterrompue et chaque foyer peut disposer (au moins) d'une bassine d'eau de 30 litres par jour. Autre point positif à l'actif des comités de gestion : il s'agit d'une gestion à la base, par les populations mêmes qui vivent les affres du manque d'eau.

L'expérience des forages réalisés dans l'arrondissement est donc louable et tant mieux si elle peut être améliorée, étendue à d'autres villages. Car, comme dit le chef de village de Miniki : « *les problèmes d'eau nous feront bientôt partir d'ici pour ailleurs* ». Les conséquences de la pénurie d'eau en saison sèche sont trop nombreuses et sensibles : exode rural, échec scolaire, ralentissement des activités économiques, etc.

Le déficit en eau limite vraiment le développement socio-économique non seulement de la commune de Savalou mais aussi de tout le département des Collines. Il y a d'abord des considérations d'ordre climatique, géologique et géographique : sol hydromorphe, forte évaporation journalière, régime de pluies sur trois mois. Tout cela explique pourquoi la maîtrise de l'eau est une faiblesse de la région.

La faute aux hommes ?

Les autres raisons du déficit en eau sont à chercher du côté des activités humaines. Les techniques agricoles et les pratiques culturales sont ici incompatibles avec l'écologie des collines. Des cultures telles que le maïs, le coton, le manioc, l'igname ou l'arachide sont les spécialités du département. Toutes sont dévoreuses de vastes espaces verts, puis gourmandes en eau et soleil. Les transformations du manioc et de l'igname en produits finis (gari et tapioca) consomment des forêts entières. Avec, pour résultat, la déforestation à grande échelle, l'érosion des sols et, pour corollaires, l'imperméabilité, la pauvreté des sols, l'ensablement des plans d'eau. Pour le chef d'arrondissement, c'est la faute au mauvais comportement des hommes, lesquels ne respecteraient plus ni les interdits ni les tabous. Et le déficit d'eau de plus en plus préoccupant serait une sanction divine. D'où son appel, lancé à tout le monde et à tout un chacun, à changer de comportement vis-à-vis de la nature.

La solution, c'est vrai, se trouve dans le changement de comportements. Mais également dans celui des techniques et pratiques culturales. Le reboisement à grande échelle des collines afin de freiner les érosions et de réduire l'évaporation des sols est l'une des mesures à prendre. L'arbre est nécessaire dans les collines pour reconstituer et protéger le capital hydrique des sols. Alors l'eau jaillira des forages avec un fort débit, même en saison sèche.

Pas vraiment le choix ...

Que pensent les populations de la qualité de l'eau distribuée ? Elles ne s'en soucient guère et répondent plutôt, en langue tcha, « omi komi man kpa nan ». Ce qui semble vouloir dire que « toute eau est bonne pour éteindre l'incendie ». Pendant la saison sèche, considérée comme un sinistre, les populations n'ont en effet pas le choix côté qualité.

En fait, l'eau distribuée est de qualité sanitaire acceptable et ne présente aucun danger à la consommation. Tant mieux. Cependant, à l'analyse physico-chimique, l'eau distribuée aux pompes est légèrement alcaline, fortement minéralisée, faiblement nitratée et dure. A Lozin elle est très dure et fait difficilement mousser le savon.

Ainsi passe le temps à Miniki ...

Mai 2007

Miniki, un hameau d'un millier d'habitants, blotti aux pieds des monts Anacle-Anajago dans la commune de Savalou, se trouve à 300 mètres d'altitude. La principale source d'alimentation en eau est constituée par les eaux de pluie. Les forages sont aléatoires. Étant donné le relief, il n'y a pas d'eau de surface. Chaque goutte d'eau qui tombe du ciel vaut donc son pesant d'or.

Les eaux de pluie sont recueillies dans ce qu'on appelle ici les "amou". Ce sont d'immenses jarres ovoïdales en béton, semi-enterrées (un brevet de la technologie locale !), disposées à l'entrée des cases aux toits de tôle ondulée. Pour ses usages quotidiens, chaque ménage possède une ou deux jarres d'eau (d'une capacité variant entre 1,5 et 2 mètres cubes).

De juin à octobre, mois de l'hivernage, Miniki ne se fait pas de souci pour son alimentation en eaux de pluie. Mais dès novembre, il faut bien vite constituer la provision d'eau pour traverser la longue saison sèche qui dure de novembre à avril. Février et mars sont les mois les plus chauds et les plus avares en eau. Les jarres sont à sec. Les rares forages réalisés dans les bas-fonds sont très sollicités. L'eau, mais surtout l'eau de bonne qualité, manque dans le hameau qui vit au rythme des infections diverses. La priorité est à l'eau de consommation : boire et préparer les repas. On se prive volontairement d'eau pour les autres usages, hygiène corporelle, lessive par exemple. Une véritable économie d'eau s'impose à tout le monde. A tous ces sacrifices s'ajoutent les offrandes faites à Oitcha, la divinité de l'eau, pour trouver le précieux liquide et le conserver.

Dans la rubrique des difficultés d'accès à l'eau, pendant ces moments-là, chaque hameau a ses anecdotes à raconter. Les nuits passées autour des forages à attendre que l'eau jaillisse, les autres formes de privations, etc. Chaque jour les populations scrutent l'horizon et le moindre amoncellement de nuages est commenté comme un signe favorable de retour des pluies. Mais l'espoir se dissipe bien vite. Et les jours se suivent avec chacun ses histoires de pénurie d'eau et de débrouillardises pour s'en procurer.

Les mois d'avril et de mai se signalent par des tornades annonciatrices de la nouvelle saison de pluie. Cette fois-ci, les signes ne trompent pas. Les premières gouttes qui tombent sont l'occasion de scènes de liesse populaire et on se dépêche de faire le plein des jarres. Les jours pénibles et les privations d'eau sont désormais du passé.

Ainsi passe le temps à Miniki. Entre incertitude, précarité et espoir. Incertitude car l'eau de pluie n'est pas de l'eau potable et sa consommation prolongée est une menace pour la santé des populations. Précarité quant au caractère aléatoire de l'eau de pluie. Espoir parce que Miniki pourrait bien avoir accès à l'eau potable sûre et durable, mais cela relève essentiellement de la volonté politique. D'où ces deux propositions de projets : d'une part acheminer des citernes d'eau potable aux populations pendant les mois "chauds" de février et de mars, et d'autre part réaliser à Miniki une modeste installation de collecte d'eau de pluie, de traitement et de distribution d'eau potable. Chacune de ces propositions rentre dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et pour la gestion de la demande en eau potable.

Parfois jusqu'au petit matin

Alors que dans les villages de Miniki, Koutago, Mondji les pompes fonctionnent sans arrêt ou presque, 18 heures sur 24, ce n'est pas le cas à Lozin qui dispose de deux pompes : Nord et Sud, respectivement mises au repos le vendredi et le dimanche de chaque semaine, de façon à respecter la volonté du génie des eaux de la localité. La distribution est donc interrompue toute la journée.

Du coup les journées de jeudi et samedi qui précèdent « les jours saints » enregistrent des affluences record. « *On y reste parfois jusqu'au petit matin et on ne se fait pas de cadeau* » me signale David mon guide et enseignant de géographie au Collège de Kpataba. Il poursuit : « *Il arrive même que les élèves et les enseignants s'en aillent bredouilles pour rejoindre les cours surpris par le temps* ».

A Miniki les femmes, plus représentées à la corvée d'eau, sont prioritaires. La gérante, une fille de 18 ans, explique que « *les femmes enceintes, les nourrices, les gardes-malades passent avant les autres* ». Les jeunes gens et les jeunes filles peuvent toujours attendre que leur tour arrive.

Après la pompe, la gestion de l'eau se poursuit à domicile où l'on stocke l'eau dans tous les récipients disponibles. L'un d'eux, bien distinct, contient l'eau de boisson jalousement gardée.



Point d'eau de Logbo
géré par dame Houedanou



Distribution de l'eau à Miniki



À Amou-Lakoun : réservoir d'eau
à domicile (2 à 3 m³)

« Et si on s'occupait enfin d'assainir les lieux publics ? »

Septembre 2008

2008, décrétée par l'ONU Année internationale de l'assainissement, aura peut-être davantage fait prendre conscience à l'humanité des risques auxquels elle s'expose du fait que des millions de gens sont privés d'accès aux plus rudimentaires des installations sanitaires. En tout cas, au Bénin, le constat est flagrant : rien ne sert de chercher quelque toilette publique convenable sur les marchés, dans les établissements scolaires et universitaires, les salles de spectacle, voire même les hôpitaux...

Voyez par exemple le marché Dantokpa de Cotonou, l'un des plus grands de la sous-région. Il se tient tous les trois jours et accueille pas moins de cent mille personnes (oui, 100'000 !) sur un espace de quelques hectares. Jetez aussi un coup d'œil à l'Université d'Abomey-Calavi où se côtoient chaque jour plus de vingt mille étudiants. Allez voir aussi du côté des auto-gares ...



Scène ... courante, dont plus personne ne s'étonne

Ces lieux de grande fréquentation disposent-ils des services de base adéquats (latrines, lavabos, eau potable) en mesure de satisfaire les besoins physiologiques des usagers ? Plus prosaïquement : une fois loin de chez soi, est-il possible d'étancher sa soif, de faire pipi, ou d'aller à la selle ? Des enquêtes menées sur place, complétées par les témoignages de quelques usagers, m'ont permis de dresser un constat qui donne littéralement la chair de poule :

- ▶ dans 50% des cas, il n'y a sur place ni eau potable ni installation sanitaire
- ▶ dans 30% des cas, les installations sanitaires sont défectueuses, insuffisantes et dans un état d'insalubrité à couper le souffle
- ▶ dans 15% des cas seulement, les installations sanitaires sont relativement acceptables ; seule celle réservée au chef et aux hôtes de marque est irréprochable
- ▶ dans 5% des cas, donc très rarement, les installations sanitaires sont propres et fonctionnent bien.

Un sale coup pour la santé et l'environnement

En clair, l'accès à des installations sanitaires convenables sur les lieux publics n'est au Bénin ni chose aisée ni chose acquise et on devine quelles en seront les conséquences aux plans sanitaire, hygiénique et environnemental. Cette non disponibilité expose les populations à de graves ennuis de santé personnels à quoi s'ajoute le fait qu'à leur corps défendant elles dégradent l'environnement immédiat.

Places publiques, plages, rives des cours d'eau, caniveaux, coins et recoins, murs des enclos, terrains vagues : tout endroit est rapidement converti en lieux d'aisance de fortune. Sous les effets combinés du soleil et de la chaleur, ces lieux exhalent des odeurs de matières fécales et d'urine. Et quand arrive l'hivernage, les eaux pluviales se chargent d'en faire la dissolution chimique pour produire un bouillon de cultures bactériologiques générateur d'épidémies.



Terrain vague en ville, dépotoir à ordures et à...

Pas de quoi, ensuite, s'étonner que dans les villes les maladies diarrhéiques deviennent endémiques et cycliques. L'année 2008 n'a pas échappé à la règle : dès juillet une sévère épidémie de choléra a sévi dans les quartiers insalubres de Cotonou, à Ayélawadjè notamment. Ce sont là des impacts directs de l'insalubrité ambiante et généralisée due au manque d'hygiène et d'installations sanitaires adéquates.

Plaidoyer pour des actions urgentes

Comment en est-on arrivé là ? Par négligence ou ignorance des autorités ? À cause d'actes de vandalisme des usagers ? C'est pourtant une affaire d'éducation, éthique et esthétique, qui ne devrait échapper à personne. Et il faudrait agir très vite car les soins de santé coûtent plus cher que la prévention. À chacun de prendre ses responsabilités et de s'engager selon ses moyens dans cette bataille pour la salubrité publique :



Les lycées ne sont pas beaucoup mieux lotis

- ▶ aux responsables des municipalités et des services publics de mettre à la disposition des usagers des installations sanitaires publiques bien entretenues et de veiller à leur bon fonctionnement ;
- ▶ aux responsables des écoles, des universités, des ateliers d'apprentissage de mener, à travers les programmes d'éducation, une véritable promotion de l'hygiène et l'assainissement de base ;
- ▶ aux usagers, par civisme, de faire le meilleur usage des installations sanitaires auxquels ils ont accès.

« Les solutions de la débrouille »

▶ Noëlle, la cinquantaine dépassée, usager de longue date du marché Dantokpa : *Les latrines publiques sont à mille lieux d'ici très sollicitées, défectueuses et malpropres. Moi, je jouis de l'amitié de ma voisine ; elle habite tout près du marché ; sa toilette est propre. Quant à l'eau potable j'en apporte de chez moi. Le marché ne propose comme eau de boisson que des eaux en sachet dont je me méfie.*

▶ François : *Mon épouse participe ces jours-ci aux corrections des épreuves du baccalauréat au lycée de Porto-Novo et elle y passe toute la journée. Là-bas il n'y a ni eau ni toilette disponible. Pour ne pas avoir des problèmes d'ordre physiologique, elle évite de boire et de manger avant de quitter la maison.*

▶ Anselme, directeur d'un collège dont l'effectif du corps enseignant dépasse la cinquantaine : *les enseignants font mauvais usage des latrines, les laissent dans un état sinon plus déplorable que celles des élèves. Lavabos et éviers sont hors d'usage.*

▶ Joseph : *J'habite Porto-Novo et pars travailler tous les jours à Cotonou. Dans mon service seul le chef a droit à la toilette. Je cours vite à la plage pour me mettre à l'aise*

La liste des témoignages recueillis n'est pas exhaustive, je passe le reste par pudeur. Chacune et chacun aura compris qu'il y va à la fois de la santé des gens et du respect de leur dignité.



L'entretien des latrines, c'est aussi de l'éducation...



Si le message est clair, il ne propose en revanche aucune alternative

L'assainissement : tâche ardue pour les collectivités locales

Jun 2008

Au Bénin, l'assainissement est quelque chose de relativement récent et le pays en est à faire ses premières expériences. Depuis la décentralisation décidée en 2003, cette tâche relève de la responsabilité des communes et non plus de l'État central. Les efforts d'assainissement s'observent dans les grandes villes. Ailleurs, en milieu rural, l'accent porte plutôt sur l'usage des latrines et l'observation des règles d'hygiène élémentaire, à la maison et à l'école.

Jusqu'en 2003, l'assainissement, balbutiant, pouvait se résumer à quelques mesures de salubrité et d'hygiène. Aujourd'hui, il présente des contours plus précis. Il vise principalement à garantir la qualité de vie des citoyens et préserver leur santé, à protéger la qualité de la ressource en eau et celle des milieux aquatiques, à limiter les risques d'inondation, et à préserver l'intégrité des ouvrages d'assainissement et en faciliter l'exploitation.

Après avoir recueilli les avis de personnes d'origines et de professions diverses, mais toutes bien averties de la thématique, et me forger ainsi une opinion personnelle, j'en déduis d'une part que l'assainissement est aujourd'hui une vraie réalité au Bénin et que l'on peut y constater d'appréciables efforts. Mais aussi, d'autre part, que des lacunes coupables persistent. Ce qui fait dire aux esprits les plus critiques que les efforts en matière d'assainissement s'évaporent comme « une goutte d'eau sur la pierre chaude ».

Ce ne sont pas les initiatives qui manquent

Dans plusieurs villes du Bénin, il existe des structures de pré-collecte et de collecte des déchets. A Porto-Novo, la capitale politique, il en existe plus d'une cinquantaine, m'a confié Henri, responsable de la collecte des déchets au sein de l'Association Ville Propre (AVP).

A Cotonou, la capitale économique, et à Djougou, cité commerciale du nord-ouest, j'ai pu visiter quelques points de regroupements puis la décharge finale. Les eaux pluviales sont drainées hors des villes par des collecteurs. À Djougou, sise sur un plateau, le drainage est chose relativement aisée. À Cotonou en revanche, vu que l'agglomération se trouve en dessous du niveau de la mer, cela nécessite beaucoup plus d'efforts et de moyens financiers. Les deux villes ont en commun de bénéficier d'un partenariat fructueux avec deux communes de France qui leur apportent appuis techniques et matériels.



Collecteur d'eaux usées
en ville de Cotonou

Le Ministère de l'environnement et de la protection de la nature paraît avoir pris de bonnes décisions en faveur de l'assainissement : une police environnementale a été formée et déployée sur le terrain pour informer la population sur les bonnes pratiques et pour réprimer les contrevenants aux lois et règlements en vigueur. Une journée mensuelle pour un environnement sain a également été instituée : chaque dernier samedi du mois (en matinée) est mis à profit pour nettoyer les quartiers de ville et les lieux publics. Enfin une prime récompense le quartier le plus propre à la fin de l'année.

Plusieurs ONG s'impliquent aussi en faveur de l'assainissement et dans la gestion des déchets solides (recyclage et réutilisation). C'est le cas, en plus de AVP, du « Centre Songhaï », de « Qui dit mieux ? » et de « DCAM-Bethesda » (développement communautaire et assainissement du milieu). Une autre, plus récente, parrainée par un ressortissant indo-pakistanaï, récupère de la ferraille (épaves de véhicule, de matériel électroménager, etc.) en vue de son exportation vers l'Inde. Toutes méritent le détour pour quiconque veut en savoir davantage sur la problématique des déchets.



Atelier de récupération, recyclage et vente de ferraille



Décharge ... spontanée à portée de main

Le temps presse, les sous font défaut

Il ressort de tout cela qu'au Bénin, en matière d'assainissement, les efforts d'information, d'éducation, de communication et de mise en pratique sont concrets et palpables. Il faudrait les poursuivre, voire les étendre à tout le pays. Mais l'assainissement, c'est aussi une affaire de gros sous, de moyens matériels et humains. Le temps presse : répondre aux besoins des populations en constante et forte croissance, et qui génèrent beaucoup de déchets, est une véritable course contre la montre.

Si l'on en croit Henri, de AVP à Porto-Novo, « *les déchets, c'est incroyable : plus on les enlève, plus il en arrive ; c'est comme si on voulait remplir d'eau un panier en raphia* ». Dans cette bataille contre les déchets, et compte tenu des moyens dont disposent les communes, c'est quasiment l'impasse. « *Même les pays occidentaux y perdent des plumes* » me dit Issakou, directeur des infrastructures à la mairie de Djougou, faisant allusion à la crise des ordures à Naples, en Italie. En matière d'assainissement, les collectivités locales montrent leurs limites.

À qui la faute ? Et que faire ?

Tout le monde s'accorde à montrer du doigt la mairie et ses autorités. Pour M.Nukpo, professeur de géographie et spécialiste en aménagement, les autorités à tous les niveaux font preuve de laxisme et manquent de professionnalisme dans la gestion des déchets urbains. Il suggère plus de fermeté à l'encontre des prestataires de service et des mesures incitatives impliquant beaucoup plus d'acteurs dans la filière de gestion des déchets. Il y a des emplois à prendre dans le secteur de l'environnement.

Rékia et Romaric, élèves ingénieurs en informatique à l'Institut de Mathématique et de Sciences Physiques, pensent que c'est au chef de quartier que revient le principal rôle en ce qui concerne l'observation stricte des règles et mesures d'assainissement, les campagnes d'information, d'éducation et de communication, ainsi que le maintien de l'ordre et de la propreté. Il faudrait pour cela le motiver davantage - par une prime spéciale ? En tout cas, la bataille pour l'assainissement vaut la peine d'être gagnée.

Au bilan, que dire de l'assainissement au Bénin ? Des efforts sont faits certes, qui restent encore insuffisants à l'échelle du pays. Il faudra les multiplier par vingt pour atteindre le pourcentage de 70% en assainissement.

Il faut reconnaître que la tâche, sans être impossible, est complexe et difficile pour les communes : elles ont à faire avec des populations analphabètes, aux ressources financières faibles, ne faisant pas de lien direct entre assainissement et qualité de l'eau, rechignant à s'abonner aux structures de pré-collecte de déchets, à trier les déchets et à payer des taxes.

Or l'assainissement nécessite de gros investissements en moyens financiers, matériels et humains. Où trouver l'argent ? La mairie doit imaginer les moyens de sa politique d'assainissement. Elle doit pour cela revoir ses méthodes de communication, d'éducation, de persuasion et de dissuasion. La question de l'assainissement concerne tout le monde. La gestion de déchets doit devenir irréprochable. Les exutoires naturels, les lagunes, les marécages sont des joyaux à préserver.

Laissons à Rékia le mot de la fin : « *si on résout la question des ordures, on va respirer de l'air sain, et on sera bien dans notre peau, comme un poisson dans l'eau* ».

Une longue liste de lacunes

Envers les autorités en charge de l'assainissement, les citoyens ont la dent dure et multiplient les reproches :

- ▶ d'abord une absence de tri des déchets à la source et de traitement final sur les décharges, ce qui fait dire aux railleurs qu'au Bénin « *on ne fait que déplacer les déchets* »
- ▶ seul un pourcentage négligeable de la population est abonné à la pré-collecte : la part des déchets enlevés est infime, des bacs à ordures, pleins à craquer, sont abandonnés à l'air libre pendant des jours, voire des mois, avant d'être évacués
- ▶ tout le monde assiste, impuissant et indifférent, à de multiples pratiques d'incivisme, dépôts sauvages et destruction d'infrastructures d'assainissement
- ▶ aucune solution n'a été trouvée pour les eaux usées des ménages qui viennent gonfler les eaux pluviales, lesquelles, ainsi chargées de pollutions, se déversent sans traitement dans les milieux aquatiques
- ▶ les abords des cours d'eau et des lacs ne sont pas protégés contre l'intrusion des eaux pluviales ; on y rencontre souvent des automobilistes lavant leurs véhicules en toute quiétude
- ▶ la lagune de Cotonou s'est transformée en égout à ciel ouvert et l'Océan Atlantique en réceptacle des eaux usées industrielles ; le Zounvi, exutoire naturel d'eaux pluviales, est en train d'être comblé par des déchets de toutes sortes
- ▶ pendant l'hivernage, dès le mois de mai, Cotonou et d'autres villes côtières connaissent des inondations catastrophiques qui ont pour corollaires des déplacements de populations, l'explosion des épidémies de paludisme, de choléra et de fièvre typhoïde.
- ▶ toutes les voies de communication ou presque deviennent impraticables à la circulation : Cotonou (dont le nom, en fongbé, signifie ville en bordure de l'océan) devient par dérision « *Cototrou* » (allusion aux nombreux nids de poule dans la chaussée) et dans le quartier d'Akpakpa, la grande place dédiée au révolutionnaire russe est rebaptisée « *Lac Lénine* ».

Le tableau n'est guère reluisant. Il donne raison à ceux qui comme Alphonse, archiviste de son état, pensent que les efforts d'assainissement reviennent à verser de l'eau sur les plumes du canard. Jusqu'ici, rien n'est encore fait. Ou si peu.



Dans les zones humides, sangsues et cafards ont remplacé crapauds et grenouilles



Zounvi, un exutoire naturel devenu égout à ciel ouvert

Métier d'eau d'Afrique : maître des pluies

Septembre 2007

Au Bénin, le *Djklonto-Djidonto* (faiseur de beau temps - faiseur de pluie) possède le pouvoir magique à la fois d'arrêter la pluie ou de la faire tomber à souhait. Il est davantage sollicité pour le beau temps que pour la pluie, si ce n'est par jalousie. On est Djklonto ET Djidonto, l'un ne va pas sans l'autre. Discret et passant généralement inaperçu, le D-D devient incontournable pendant les mois d'hivernage qui courent de mai à août, période de l'année où il pleut à torrents sur toute la partie méridionale du Bénin. De jour comme de nuit, c'est le temps des trombes d'eau...

Dans les milieux ruraux les paysans jubilent. Mais dans les villes par contre, les organisateurs de spectacles et de cérémonies (véritable sport national en fin de semaine notamment) sont inquiets car le mauvais temps n'arrange pas leurs affaires. Spectateurs et convives sont contraints de rester chez eux.

Voilà pourquoi rencontres sportives, représentations théâtrales, mariages, funérailles, baptêmes et toutes sortes de manifestations doivent être placées sous le parapluie invisible du Djklonto-Djidonto pour s'éviter toute surprise désagréable. Il faut donc vite s'attacher ses services, ne serait-ce que par précaution.

Applaudi ou dénigré

La veille, le D-D se présente sur les lieux de la manifestation, il « entre en communication » avec les divinités de la pluie, leur propose offrandes et sacrifices afin de conjurer le mauvais temps. Puis, pendant toute la durée de l'événement (24 heures d'horloge parfois), il veille sur l'organisation, scrute le ciel à la recherche du moindre cumulus, l'interpelle le cas échéant à grands gestes de bras. Aux dires de connaisseurs, le D-D disperserait les nuages et les refoulerait vers d'autres horizons.

Si les offrandes et les sacrifices sont acceptés, la manifestation se déroule par beau temps à la satisfaction générale et la fin est saluée par un tonnerre d'applaudissements en guise de remerciements. Le D-D reçoit en retour liqueurs, victuailles, argent ; il gagne en notoriété dans le milieu. Mais si malgré lui la pluie, cette intruse s'invite à la fête et la perturbe, le D-D n'a plus qu'à présenter ses regrets et se retirer discrètement. Bien vite, on lui trouve des excuses, puis on en fait un bouc émissaire. C'est peut-être le fait des jaloux et des concurrents, ou encore le sort contre lequel on ne peut rien. Car le D-D n'a pas que des amis. Des rivaux peuvent contrarier son action en jouant eux aussi les Djidonto (faiseurs de pluie). Dès lors, et pour mettre toutes les chances de leur côté, bien des gens recourent à deux D-D, voire davantage si nécessaire.

Le phénomène D-D ne laisse personne indifférent au Bénin, ni même ailleurs en Afrique occidentale. On y croit ou on n'y croit pas. Mais en tout cas il partage le pays en deux camps: celui de ses partisans et celui de ses détracteurs. Ceux qui prennent sa défense font systématiquement appel à ses services et prétendent y trouver entière satisfaction. Deux fois sur trois.

Le savoir-faire du Djiklonto-Djidonto n'est rien d'autre que l'une des parcelles du savoir endogène africain que les sciences exactes ne s'expliquent pas encore. « *Il faut y croire, tout en continuant les recherches* », nous dit Nounagnon, enseignant de son état et inconditionnel consommateur de l'expertise du D-D : « *Au village, ne pas y croire, c'est faire preuve d'une incrédulité béate* ».

Les détracteurs sont cependant les plus nombreux. À les entendre, les D-D seraient des maîtres chanteurs opportunistes, dont les offres de service ne tourneraient qu'autour des cérémonies, fêtes et manifestations où il y a de quoi manger et boire. Curieux, n'est-ce pas ?

Microclimats perturbateurs

Leurs prestations sont aussi très attendues quand il s'agit d'une part de contrer les pluies diluviennes et torrentielles, causes d'inondations catastrophiques, et d'autre part de faire cesser les sécheresses prolongées. Hélas, sur ces deux terrains, les D-D brillent par leur absence.



L'Afrique occidentale connaît ces temps-ci de graves inondations. Mais personne n'a vu l'ombre d'un D-D. « *Alors qu'ils aillent au diable !* », s'exclame Albert, étudiant à l'université.

En réalité, la météorologie particulièrement capricieuse pendant cette période de l'année favorise toutes sortes de spéculations. Ainsi, dans la capitale Porto-Novo, on connaît plusieurs cas de figure :

- ▶ il pleut dans le secteur nord de la ville tandis qu'il fait beau temps dans le secteur sud
- ▶ il pleut dans les deux secteurs de la ville, mais avec des intensités différentes
- ▶ un gros orage peut éclater subitement dans un ciel serein, prenant tout le monde à contre-pied
- ▶ de gros nuages noirs s'amoncellent, annonciateurs de pluies imminentes, tout le monde court se mettre à l'abri, puis les nuages se dispersent, laissant la place au beau temps.

On se perd en conjectures. Et dans chaque cas, le D-D tente d'exploiter la situation à son profit.

Monsieur météo locale

Jadis le Djiklonto-Djidonto régnait en maître absolu, sûr et certain de sa science, notamment dans les villages. Aujourd'hui, à coup de bulletins quotidiens, les services météo rassurent tout le monde sur les prévisions du temps présent et à venir, basées sur des explications scientifiques irréfutables des phénomènes atmosphériques.

Mais dans un pays à fort taux d'analphabétisme, comme au Bénin, chaque fois que Dame Nature annonce la pluie qui tombe ... ou ne tombe pas, ou encore chaque fois que la pluie s'invite en jouant les perturbatrices de cérémonies, on ne compte plus ceux qui pensent aux oeuvres d'un D-D plutôt qu'à autre chose. Dans ce pays, le D-D fait partie du paysage culturel et professionnel, au même titre que le puisatier ou la vendeuse d'eau à la criée. Et sa météo locale continuera de diviser l'opinion.

Puisatier, un métier de l'ombre et à risques

Octobre 2008

Dans les villages béninois, le puisatier joue un rôle central. Grâce à lui, plus exactement grâce à ses services, on a accès à deux choses indispensables : l'eau salubre et la fosse d'aisances. Paradoxalement, c'est un personnage de l'ombre. Une fois son travail terminé, plus personne ne se souvient de lui. Sans doute parce que le lien de cause à effet entre la qualité de l'eau de boisson, l'assainissement du milieu et la santé publique n'est pas vraiment perçu de tout le monde.

Puisatier de village est l'un des métiers de l'eau les plus fréquents au Bénin, aux côtés du *jiklonto-jidonto* le faiseur de pluie et de beau temps et de la vendeuse d'eau à la criée. Ils sont quelques milliers, cinq mille peut-être sur toute l'étendue du territoire national, à œuvrer au forage de puits dits artisanaux et de fosses septiques.

En général on est puisatier de père en fils. Le matériel de travail, très rudimentaire, se compose sommairement de pioches, houes, burins, marteaux, d'un cordeau solide et d'une puisette. L'essentiel du travail se déroule sous terre loin des regards indiscrets. Serait-ce pour cela que certains l'affublent pompeusement du surnom de « sous-marin » et d'autres ironiquement de « taupe » ?

Travail d'équipe

Le travail se fait en équipe d'au moins deux personnes : le chef d'équipe plus expérimenté, plus fin connaisseur des sciences de l'eau et de la terre, descend au fond du puits et creuse. L'autre, son assistant le plus souvent en apprentissage, tient le rôle de simple poulie et évacue la terre hors du puits au fur et à mesure de l'avancée de l'ouvrage. Il est en quelque sorte responsable de la sécurité et de la vie de son collègue qui se trouve en profondeur. C'est pour cela qu'entre les deux partenaires doivent exister de solides relations de confiance réciproque.



Hossou, assistant du chef d'équipe, remonte l'épuisette de terre remplie par son équipier

L'un et l'autre doivent offrir les meilleures conditions physiques et physiologiques : ténacité, courage entre autres. Si, à l'extérieur, l'assistant bénéficie de bonnes conditions atmosphériques (le travail se fait évidemment par beau temps seulement), le puisatier, seul au fond du puits, vit en revanche dans un microclimat parfois hostile, fait de chaleur, d'obscurité et de raréfaction de l'air.

L'enfer, sans le diable

Ce qu'explique Célestin, président de l'association des puisatiers d'Abomey-Calavi, seconde ville du pays de par l'importance de sa population : « *là au fond, c'est presque l'enfer sans le diable, il y fait très chaud et ça oblige à faire le travail en tenue légère* ». Il faut constamment lutter contre le vertige consécutif à la très forte chaleur ambiante et contre l'éblouissement dû à la lumière du soleil vue du fond du puits.

Quand on n'en peut plus, dit-il, « *il faut vite sortir du puits, y projeter de l'eau fraîche et refaire le plein d'air des poumons avant d'y redescendre* ». Il arrive parfois que le séjour là au fond soit tout simplement intenable. Alors on remet le travail au lendemain aux premières heures de la journée.



Puits de la famille Capo-Chichi :
l'eau est à 22 m de profondeur

Le puisatier n'est pas non plus à l'abri des accidents de travail : rupture de cordeau, chute libre de la charge ou de tout autre objet, terre ou cailloux, chute brutale du puisatier lui-même lorsqu'il entre ou sort du puits ou, beaucoup plus grave, écoulement des parois qui provoque l'ensevelissement du puisatier.

En juillet de cette année, à Atropocoji dans la banlieue de Cotonou, un puisatier a ainsi été enterré vivant suite à un éboulement de terrain et en est mort sur le coup. « *Les deux explications que je trouve à cet accident, explique Célestin, en puisatier avisé, sont l'inexpérience de l'ouvrier et Dieu sait qu'ils sont nombreux à jouer les apprentis sorciers, crise économique oblige. Ou alors c'est l'œuvre de Dieu. Son sort est passé par là* ».

Ce métier en effet présente bien des risques qui requièrent à la fois la protection divine et surtout l'expérience, une expérience acquise uniquement à force de forer et qui confère une bonne connaissance du terrain.

Le puisatier a encore de beaux jours devant lui

Le métier de puisatier nourrit-il son homme et sa famille ? Réponse de Dossa, originaire de Savalou et spécialiste des régions de collines granitiques : « *Avec en moyenne deux puits par mois à 90'000 CFA, voire parfois 120'000 CFA par puits (150 à 200 euros environ), ce n'est pas mal, on se débrouille* ». Tous sont unanimes à reconnaître que ce métier est d'abord une occupation, à laquelle s'ajoutent la joie toujours renouvelée de découvrir l'eau en même temps qu'une accumulation d'expériences. Car les puits se suivent mais ne se ressemblent pas. Il n'existe donc pas de recette universelle en la matière. Et c'est là un avertissement aux apprentis sorciers qui pourraient s'aventurer sur ce terrain à risques. Pour joindre les deux bouts pendant la saison morte, le puisatier exécute aussi des travaux de forage de la même veine mais cette fois pour des fosses septiques, des fouilles, des puisards (égouts) et des regards (pour l'entretien des canalisations).

Dans la région d'Abomey-Calavi où ils sont plus nombreux et très sollicités, les puisatiers se sont constitués en association pour préserver et sauvegarder les intérêts du métier, améliorer leurs conditions de travail par la modernisation des outils de travail, souscrire à une assurance-vie en vue de prévenir les incapacités de travail consécutives à des accidents de chantier.

Au Bénin, lorsque les conditions de forage le permettent, tout le monde ou presque possède volontiers un puits artisanal à la maison. Le métier de puisatier a donc encore de beaux jours devant lui malgré l'avènement des robinets, notamment dans les grandes villes, celui des eaux en sachets plastiques qui écument le pays et représentent une vraie bombe à retardement pour les populations, ou celui des eaux en bouteille bien plus chères pour le consommateur.

L'importance du puisatier reste à peu près intacte partout. Dans pratiquement toutes les concessions familiales et par mesure de précaution, il existe un puits à côté de l'arrivée d'eau courante. À l'ère des 'délestages électriques' et des coupures interminables de robinet, il serait hasardeux de mettre tous ses œufs dans le panier de la société de distribution des eaux.

« C'est en forant qu'on devient puisatier »

C'est ce que dit Jean-Pierre, qui creuse des puits depuis plus de quinze ans du côté de Porto-Novo, la capitale administrative du Bénin. Il a donc eu le temps de voir défiler toutes sortes de profils géologiques dont il connaît les caractéristiques dans le détail : couleur, consistance, texture.

Véritable 'hydrogéologue aux pieds nus', il sait que la profondeur du puits est fonction de la nature géologique du terrain. La profondeur moyenne pour atteindre la nappe phréatique va de 16 à 25 mètres dans le Sud-Bénin et jusqu'à 80 mètres sur les plateaux d'Abomey dans le Moyen-Bénin. « *Un voyage dans le ventre de la terre que je vous invite à faire* », ajoute Alexis, coéquipier de Jean-Pierre.

Quand la nappe aquifère est proche, le puisatier la perçoit vite de tous ses sens. Le test de consistance du sol au toucher le lui confirme. Dès que l'eau gicle du sol, il remonte à la surface annoncer la bonne nouvelle. Une brève cérémonie est improvisée pour fêter l'heureux évènement car la recherche de l'eau aurait pu s'avérer infructueuse.

Les premiers mètres cubes d'eau sont ensuite sortis du puits et le puisatier continue de creuser jusqu'à comprendre le mode d'écoulement de la nappe d'eau. Puis il s'arrête de forer dès que l'écoulement devient continu. C'est alors qu'il goûte l'eau et en apprécie les qualités dure ou douce, limpide, claire. En bon chimiste de terrain, rien de tout cela ne lui est étranger.

Le puits foré est maintenu fermé trois jours durant et quand après cela on l'ouvre, on découvre une eau abondante et salubre. Il ne reste plus qu'au puisatier à annoncer joyeusement la fin des travaux, à nettoyer les lieux et à repartir vers un autre chantier...

Un acteur-clé de la qualité de la vie

Le puisatier est aujourd'hui l'un des principaux acteurs d'une meilleure qualité de vie et il mérite l'hommage et la reconnaissance de toute la population, en particulier des pouvoirs publics. Un tel encouragement implique une amélioration de ses conditions de travail et une meilleure prise en compte des acquis et des connaissances de son métier. C'est grâce à lui aussi que l'on pourra mieux faire comprendre concrètement que la promotion de la santé passe d'abord par le contrôle de la qualité de l'eau et par l'assainissement du milieu. Le puisatier est bien placé pour le savoir. Sans doute mieux que tout autre.



Jean-Pierre, chef d'équipe, au travail à plus de sept mètres de profondeur

L'eau de fin d'année

Décembre 2007

Décembre au Bénin. Mois d'harmattan. Vent sec et froid. Journées chaudes et nuits fraîches. Longues veillées propices aux contes. On se prépare à vivre six mois, sinon plus, de restrictions d'eau, voire de pénuries dans une bonne partie du pays. Paradoxalement, décembre est aussi le mois où beaucoup d'eau coule pour toutes sortes de libations, joyeuses ou rituelles.

Lorsque arrivent des hôtes de marque et autres « délégations officielles » - pensez aux nouveaux-nés ou aux nouveaux mariés – on répand un grand bol d'eau sur le sol, à l'entrée de la maison, là où se présentent les visiteurs à qui l'on souhaite la meilleure des bienvenues : « *Kwabo !* »

Passé le seuil, les hôtes se voient offrir de l'eau potable dont les premières gouttes, que l'on laisse tomber à terre, suffisent à obtenir la bénédiction des ancêtres et mettre les arrivants en confiance.

Dans les familles, la fête du souvenir tient lieu de rendez-vous festif annuel. Les membres se retrouvent au village autour de Tassinon, la prêtresse gardienne de la tradition, qui concocte de l'eau bénite sur l'autel du sanctuaire familial. Laalebasse d'eau bénite fait ensuite le tour de tous les participants de la rencontre. Ce rituel garantit à tous et à chacun la bonne santé, le succès dans les affaires, et la concorde.



Peinture à l'huile
d'un artiste béninois

La fin d'année est généralement un moment propice à la réconciliation entre les protagonistes d'une mésentente, d'une crise, d'une querelle. En présence d'un médiateur, les parties en cause se confessent, jurent de se pardonner réciproquement. Puis se partagent un bol d'eau pour sceller le pardon et la paix retrouvée.

Enfin nouvelle année rime bien sûr avec festin. On fait sa fête au poulet, présent dans les sacrifices rituels comme dans les repas de famille. Avant de le sacrifier, le boucher lui offre un peu d'eau à boire pour en quelque sorte se dédommager du tort qu'il fait en ôtant la vie à un autre vivant.

Voilà donc l'eau mise à l'honneur dans toutes sortes de situations, synonyme tour à tour de bienvenue et de vœux, de santé, de concorde, de succès et de pardon. Qui dit mieux ?

Berceuse

(Invite à la pluie lorsqu'elle tarde à tomber)

*ji jaa ma lè wu,
seyi doo ma nya avo*

**Ô pluie, tombe, que je me lave !
tombe encore plus, que je lave le linge !**

Dites-le avec de l'eau

Novembre 2007

En langue fongbe, parlée dans le sud et le centre du Bénin, des périphrases, dictons, proverbes et autres locutions s'appuient sur l'élément *eau* pour délivrer des messages tendres ou durs (comme l'eau) lors des conversations de la vie quotidienne. Soit pour s'enquérir du bon état de santé d'un nouveau-né ou de celui, inquiétant, d'un malade. Soit pour dire qu'on doit se méfier d'un félon comparé à une eau trouble, ou encore pour se lamenter d'avoir perdu un être cher, que dis-je un soutien. Tel qu'on le dit sous certains cieux avec des fleurs, au Bénin, on dit bien des choses avec de l'eau. Voici en exemple, une dizaine d'expressions, des tentatives de traduction littérale en français, et les messages délivrés (*avec toute l'indulgence des littéraires, des linguistes et des alphabétiseurs en langue fongbe*).

daa sin dié

Papa, voici de l'eau

Papa, sois le bienvenu

yèyè do sin nu we a ?

Le nouveau-né boit-il de l'eau ?

Le nouveau-né se porte-t-il bien ?

yèyè do sin nu we ganji

Le nouveau-né boit bien

Le nouveau-né se porte assez bien

azuzonnu so do sin nu we a

Le malade ne boit plus d'eau

L'état de santé du malade s'est aggravé

azuzonnu gbè sin éhunmè

Le malade a renoncé à l'eau aujourd'hui

Le malade est décédé aujourd'hui

e blu hu to sisa

Il est plus trouble que les eaux de ruissellement

Il n'est pas digne de confiance

sin je nu ce éhunmè a

Je n'ai pas encore bu de l'eau ce matin

J'ai encore rien mangé

gbe fen sinuka do nu ce

Le destin a brisé mon verre à boire

J'ai perdu mon protecteur

fofo non nu sin tawun

Le grand frère boit beaucoup (d'eau)

Il a un faible pour l'alcool

e no kian sin fifa do sin zozo me

Il essaye de séparer l'eau tiède en eau chaude et eau froide

Il est tatillon.

ma lè sin kujikuji nu mi o

Ne m'éclabousse pas (d'eau sale)

Ne me calomnie pas

Proverbes et interdits

L'eau se trouve au cœur de toutes les civilisations, cultes et cultures. Entourée de rites, de croyances et de mythes, elle donne du relief aux adages et aux proverbes, aux interdits et aux gestes rituels :

- *L'eau et le feu ne font pas bon ménage* (éléments irréconciliables)
- *De l'eau versée sur le dos du canard* (efforts faits en vain)
- *Nul ne peut se passer de l'eau*
- *La rivière ne remonte pas à la source* (position définitive)
- *L'eau ne devient pas acide toute seule* (il y a anguille sous roche)
- *On n'a pas nécessairement besoin d'eau propre pour éteindre un incendie* (on peut se sortir d'une situation difficile avec ce qui tombe sous la main)
- *La parole est comme de l'eau* (qu'on jette), *une fois jetée on ne peut la reprendre*
- *Qui ose souiller l'eau de quelque façon que ce soit, mérite une sanction divine*
- *On ne doit jamais refuser d'offrir de l'eau* (à boire) *à quelqu'un qui en demande, fût-il pauvre, riche, malade ou bien portant*
- *On doit goûter au préalable l'eau destinée au visiteur avant de la lui remettre*
- *On mesure la qualité et la quantité d'un repas à la quantité de l'eau réservée pour le lavage des mains.*



Photo Avosse Maurice

La source, la mère et l'enfant

Quand, sur le chemin de retour au foyer, après de longues heures de marche sous un soleil accablant, Naadu, son enfant dans le dos, arriva à la source d'eau fraîche, elle n'eut d'autre idée que celle de se désaltérer au plus vite et de faire boire son enfant, avant de poursuivre sa route. Tellement tous deux avaient soif.

Naadu déposa l'enfant à l'ombre d'un kapokier. Puis, calebasse à la main, s'en alla boire tout son saoul l'eau de la source. Alors qu'elle s'apprêtait à remplir la calebasse pour enfin désaltérer l'enfant, soudain la source d'eau s'arrêta de couler, tout à fait tarie, sans que suinte encore la moindre goutte. Naadu fondit aussitôt en larmes, se répandit en lamentations et jérémiades à répétition, implorant la source de faire preuve de générosité :

*Eyi ! eyi ! adi ma na vi ce,
eyi ! eyi ! adi ma na vi ce
Toi ! Généreuse source d'eau je t'en supplie,
reviens afin que je puisse faire boire mon enfant !*

Un grand silence se fit autour de la source. Tout ce qui vivait dans les environs retint son souffle, toute la nature se prit de compassion pour Naadu et son enfant. Et de s'interroger : que va donc faire la source d'eau ? Accepter les supplications ?

Non. Rien n'y fit. La source d'eau toute en colère et irritée par la négligence de Naadu resta définitivement sourde et ne réapparut jamais.

La leçon de cette histoire, c'est que depuis ce temps-là, dans le Sud du Bénin, chaque fois qu'on offre de l'eau à boire à une maman accompagnée de son enfant, elle goûte l'eau, fait boire son enfant, avant de se désaltérer elle-même.